



Evaluation de la monnaie locale complémentaire Galléco

Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine

Auxilia / Jean-Philippe Magnen

Juin 2016



conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

{auxilia}

Sources et données

Entretiens réalisés

Emmanuelle ROUSSET, Vice-présidente en charge de l'ESS
 Laurent COURTET, directeur général adjoint du Département
 Clara CANEVET, directrice déléguée aux missions transversales, à l'économie et à l'innovation
 Bernard BOO, directeur Crédit coopératif
 Anne BRUZAC, directrice Association Galléco
 Jérôme CROIZER, co-président de l'Association Galléco
 Bruno De Menna, salarié Sol-Violette
 Dante Sanjurjo, co-président de l'Association Euskal Moneta
 Jean-Claude Chauvigné et Catherine Esnée, co-fondateurs du Retz'l
 Jean-François Pilet, Patrick Forgeau respectivement directeur du Crédit Municipal et président de l'association SoNantaise pour la monnaie électronique SoNantes.
 Nicolas BRIET, chargé de communication Gonette et Valérian GRADOUX, référent du pôle partenaire, Gonette

Données analysées

Introduction au projet de mandature / mai 2016
 Convention entre le Département et l'Association Galléco
 Bilans de l'Association 2013-2014-2015
 Différents courriers échangés avec la DRFIP pour la demande d'autorisation de paiement de services publics
 Bilan du Sol Violette 2015

Autres sources

BLANC Jérôme, *Les monnaies locales : un bilan d'étape*, lavedesidees.fr, 2016
 KALINOWSKI Wojtek, *L'impact socio-économique des monnaies locales et complémentaires*, Institut Veblen, 2014
 MAGNEN Jean-Philippe et FOUREL Jean-Christophe, *Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux*, 2015
 VALET Guillaume, *Le WIR en Suisse : la révolte du puissant ?*, Revue de la régulation, 2015

Valeur-ajoutée de l'évaluation

La présente étude répond à la commande du Département relative à l'évaluation de l'expérimentation de la monnaie locale complémentaire, le Galléco.

Cette évaluation avait été posée dès le lancement du projet (2013) et correspond donc à une annonce qui avait été faite.

L'évaluation des politiques publiques n'est pas récente en soi mais permet de questionner les réussites du projet au regard des attentes exprimées à l'origine, et de fait d'adapter le projet en cours d'exercice.

L'évaluation répond également à une exigence légitime d'adéquation des finances publiques au regard des sommes investies.

L'évaluation doit donc être vue comme une procédure rationnelle et normale, qui ne récompense ni de distribue de mauvais points.

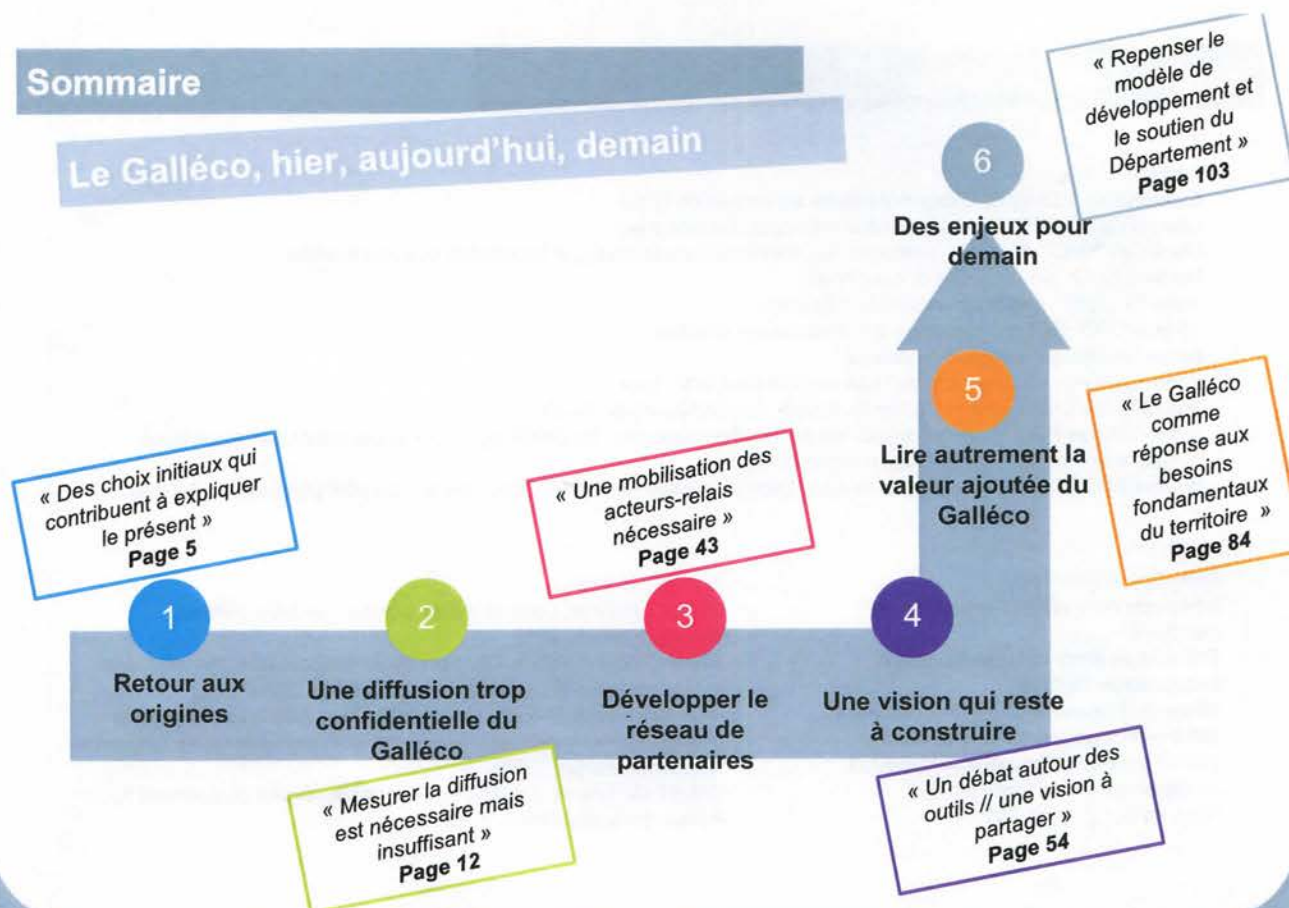
Le contexte de l'évaluation dans le cadre de la loi NOTRe

Les Départements ne disposent plus aujourd'hui de la clause de compétence générale, qui leur permettaient d'intervenir librement dans tout domaine de compétence dès lors qu'un intérêt territorial le justifiait.

Ils ont également perdu leur capacité à attribuer des aides économiques directes aux entreprises. Le soutien apporté par le Département à l'association Galléco pour développer son réseau d'entreprises et de citoyens ne pourra donc plus dorénavant se faire au titre d'une aide économique. La poursuite éventuelle de ce soutien pourrait peut-être alors s'envisager au titre du développement durable.

Sommaire

Le Galléco, hier, aujourd'hui, demain



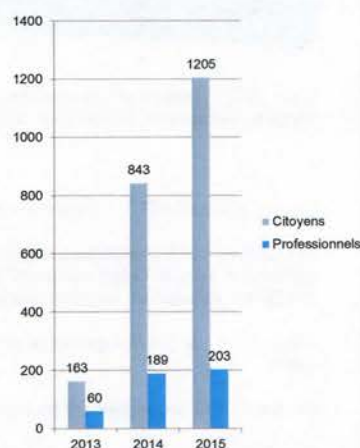
1

Retour aux origines



Le Galléco en quelques chiffres

- **Date de mise en circulation de la monnaie** : septembre 2013
- **Territoires concernés** : Rennes métropole, pays de Redon et de Fougères
- **Nombre d'utilisateurs particuliers** : 1205 (au 31/12/2015)
- **Nombre de professionnels** : 203 (au 31/12/2015)
- **Masse monétaire en circulation** : 44670 (au 31/12/2015)
- **Valeur financière** : 1 G = 1€, pas de fonte, pas de frais de reconversion, pas de bonus
- **Gouvernance associative** : un Conseil des Collèges. Il élit un Bureau qui co-dirige l'association.
- **Agrément** : par les Comités Locaux d'Animation (questions ouvertes)
- **Financement** : une association financée à plus de 85% par le Département, à moins de 10% par son auto-financement (adhésions)



Evolution du nombre d'adhérents au Galléco depuis son lancement en 2013

A l'origine du projet...

Le Département initie l'expérimentation

Le Département d'Ille et Vilaine conduit depuis septembre 2013 une expérimentation de monnaie locale complémentaire, nommée Galléco. L'évaluation de cette démarche à l'issue des 3 premières années vient s'inscrire dans ce processus afin de décider de la suite du projet.

A l'origine : une implication historique du Département conduisant à une expérimentation inédite

2008 : soutien du Département au lancement expérimental d'une monnaie de type Sol à Rennes, sans lendemain

2011 : réflexion pour lancer une nouvelle monnaie locale dans le cadre de la politique en faveur de l'économie sociale et solidaire (incubation avec les citoyens et les acteurs relais des principes de fonctionnement de la future monnaie)

Février 2012 : un lancement du Galléco par les élus, favorisant les circuits courts et le développement durable sur **3 territoires tests** (pays de Redon et de Fougères et canton de Rennes).

Septembre 2012 : 3 comités locaux d'animation (CLA), 1 par territoire, après un travail de réunion (dont réunions publiques) et de sensibilisation des acteurs relais

Février 2013 : le Département vote une subvention de 339 500 € sur 4 ans (2013-2016) pour accompagner le projet et une avance remboursable de 40 000 €, mise en dépôt de garantie. Impression de 40.000 Gallécos (1€ = 1G), soit 10.000 billets

conseil imaginaire en développement durable
www.auditia-conseil.com

7

A l'origine du projet...

L'association en relais depuis 2013

Mars 2013 : création de l'association Galléco. Initialement avec 5 collègues (fondateurs/le Département, citoyens, entreprises, partenaires, collectivités). Recrutement de 2 salariés.

Depuis septembre 2013, un développement assuré par l'association Galléco

Septembre 2013 : lancement officiel du Galléco avec 60 entreprises et 163 citoyens adhérents, en partenariat avec le Crédit coopératif et le Crédit agricole. Demande faite d'exemption d'agrément en qualité d'établissement financier auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)

Début 2014 : le Crédit Agricole se retire après 6 mois, faute de décision de l'ACPR (accordée en avril 2014)

Fin 2014 : 177 entreprises et 858 citoyens adhérents, 26 174 Gallécos en circulation

Fin 2015 : 197 entreprises et 1 163 citoyens adhérents, 42 000 Gallécos en circulation

conseil imaginaire en développement durable
www.auditia-conseil.com

8

A l'origine du projet...

Un projet spécifique dans sa genèse

Un projet descendant : contrairement à la dynamique citoyenne des Monnaies Locales Complémentaires (MLC), le projet a été initié par l'administration territoriale. Bien que l'association Galléco porte le projet depuis fin 2013, ce portage initial marque encore le développement du projet (membre de droit dans le collège « fondateur » et dans le Bureau, financement par le Département de plus de 75% de l'association)

Un projet incarné, à l'origine, par l'ancien élu du Conseil général en charge de l'ESS, M. Praud au stade de l'expérimentation, puis par le Président du CG35 avec l'ambition, majeure, de la diffuser à l'ensemble du territoire départemental.

Un périmètre d'application unique : 600.000 habitants sont potentiellement couverts par le Galléco, sur 3 territoires distincts. Dans son ADN, ce projet avait dès l'origine pour ambition d'être un outil de développement territorial (à l'échelle de l'ensemble du territoire d'Ille-et-Vilaine et de tous ses habitants)

Une interconnexion urbain ↔ rural favorisé par ce périmètre étendu et permettant un travail en profondeur sur les circuits courts

Les collectivités impliquées à l'origine : Le collège « collectivité » constitué à l'origine a été abandonné du fait de l'absence de collectivités acceptant le paiement de leurs services en Galléco

Une identité Gallo peu appropriée : un nom qui reflète l'identité à la culture gallo mais peu partagée dans les finalités du projet. A noter que le Galléco a été lancé au même moment que les débats pour retenir un gentilé aux habitants d'Ille-et-Vilaine (Brétiliens).

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

9

Un mouvement des MLC encore jeune

Des dispositifs en forte croissance...

D'un point de vue quantitatif, on observe une dynamique de croissance du nombre de dispositifs : en France, une trentaine de monnaies a été mise en circulation en six ans, et probablement autant est en cours de développement ou en projet (dans le monde, un peu plus de 200 en 2015 contre une quarantaine dix ans auparavant).

*En 2011, il existait à peine une petite dizaine de monnaies locales.
En 2016, il y en a 32 en circulation (en vert) et 24 en cours de préparation (en bleu).*

Source : [www.monnaie-locale-complementaire.net/](http://monnaie-locale-complementaire.net/)



vert : monnaie en circulation rouge : ne circule plus bleu : en projet

Source : <http://monnaie-locale-complementaire.net/france/>

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

10

Un mouvement des MLC encore jeune

... mais à la portée limitée

Ces initiatives ont encore une portée limitée : malgré une réelle ambition affichée et constatée, les monnaies locales complémentaires observées par la Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires (Jean-Philippe Magnen et Christophe Fourel) réunissent en moyenne 414 utilisateurs et 86 prestataires, pour une masse monétaire en circulation de 26000 MLC en circulation.

+ LE COMPARATIF NATIONAL

	Minimum	Médiane	Moyenne	Maximum
Nb d'utilisateurs	20	150	414	2 700
Nb de structures	5	55	86	500
Masse monétaire en circulation	600	11 525	26 140	245 000

En valeur absolue, la monnaie Galléco est la 3^{ème} MLC française en terme de diffusion (nombre d'adhérents et masse monétaire en circulation), derrière l'Eusko et le Sol Violette.

Données Avril 2014

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

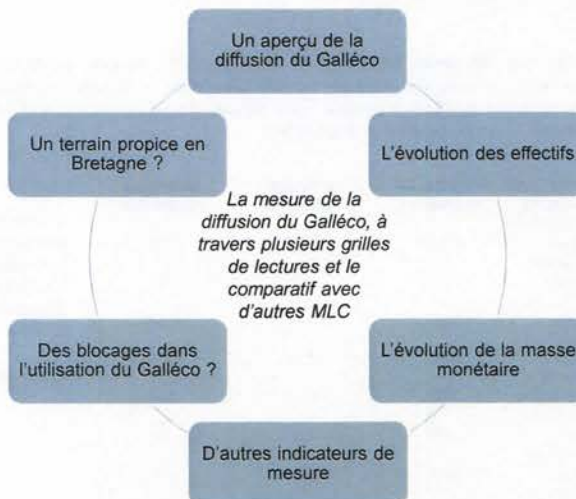
11

2

Une diffusion encore trop confidentielle



Une diffusion encore trop confidentielle



Comparer le Galléco à d'autres MLC

Notre parti-pris a été d'étudier la diffusion du Galléco à l'aune des autres MLC qui « comptent » en France d'un point de vue de leur développement ou de leur historique territorial.

Notre choix s'est ainsi porté sur :

- la **Sonante**, pour le modèle d'une monnaie locale, portée à l'origine par des fondateurs publics à l'instar du Galléco (Ville de Nantes, Nantes Métropole, le Crédit Municipal de Nantes, la CMA44, la CCI et la CRESS) disposant d'un soutien « institutionnel » important (les fondateurs Nantes Métropole, Ville de Nantes et portage technique par le Crédit Municipal de Nantes) et ayant fait immédiatement le choix du numérique.

- le **Retz'L**, pour le modèle historique de cette monnaie, qui a joué un rôle de précurseur, et par son rôle pivot, d'outil de développement local au service du sud urbain de l'agglomération nantaise et de son arrière-pays plus rural

- l'**Eusko**, première MLC française en terme de diffusion et d'implantation locale, cette monnaie a la spécificité de s'être développée à l'échelle d'un territoire cohérent à forte identité régionale (le Pays Basque). La professionnalisation de sa structure porteuse, en interne, par l'usage de process « commerciaux » en matière de démarchage rend ce cas pratique d'autant plus intéressant à étudier.

- Le **SOL Violette**, monnaie issue du mouvement collectif SOL et développée grâce au soutien majeur de la Mairie de Toulouse en 2011, cette monnaie expérimente différents usages sociaux vers des publics en situation de précarité : cette spécificité intéresse nécessairement le Département d'Ille-et-Vilaine. Autre information, le Soli Violette a réalisé son bilan en 2015 et permet de fait de comparer précisément les situations.

- la **Gonette**. Dernier né dans l'écosystème des MLC, la Gonette a l'avantage de bénéficier des différents retours d'expérience des monnaies précédentes. A ce titre, il est intéressant d'analyser la façon dont ses créateurs appréhendent les conditions de développement des MLC.

Dans les faits, un comparatif du Galléco avec deux monnaies est intuitif, l'Eusko, pour sa taille et son rapport à l'identité territoriale et SoNantes pour son entrée plus institutionnelle et le fait qu'elle soit déjà électronique.

Un aperçu de la diffusion du Galléco

Une 1^{ère} image renvoyée par les chiffres

L'analyse de la diffusion des différentes MLC par les indicateurs de mesure, de la masse monétaire en circulation et du nombre d'adhérents, renvoie l'image de la réussite indiscutable et inégalée à l'échelle nationale de l'Eusko basque : une masse monétaire de 460.000 eusko en circulation, 3000 adhérents et 600 structures adhérentes

	Nb habitants (aire géographique)	Monnaie en circulation	Particuliers adhérents	Structures adhérentes
Eusko	275000 (Pays Basque)	460000	3000	600
Sol Violette	930000 (Grand Toulouse)	43000	2227	212
RetzL	97000 (Pays de Retz)	20000	164	155
Sonantes	609197 (Nantes Métropole)	41500	850	150
Gonette	(Gd Lyon et Villefranche/Saône)	60000	800 *	32 *
Galléco (Redon)	90000 (Pays de Redon)	7649	299	55
Galléco (Fougères)	80000 (Pays de Fougères)	4548	67	20
Galléco (Rennes)	600000 (Rennes Métropole)	32473	839	128

L'ensemble des données ci-contre sont datées au 31/12/2015, hors Sonantes (avril 2016)

* Données nov 2015

Un aperçu de la diffusion du Galléco

Une 1^{ère} image renvoyée par les chiffres

Le succès de l'Eusko rejoint le développement de démarches érigées en cas d'école, à suivre, par le réseau des MLC, à savoir le Bristol Pound au Royaume-Uni mais aussi et surtout le Chiemgauer en Allemagne.

Dans le panorama actuel, le Chiemgauer, lancé en 2003 est une des rares monnaies complémentaires qui a réussi à atteindre une taille conséquente et à durer dans le temps.

	Année de création	Masse monétaire en circulation	Nombre d'utilisateurs	Budget annuel
Chiemgauer (Prien am Chiemsee, Allemagne)	2003	520 000 €	3200 particuliers 600 entreprises 200 associations	nd
Bristol Pound (G-B)	2012	320 000 £	1 200 particuliers 420 entreprises/asso.	84 000 €
Brixton Pound (G-B)	2009	150 000 £	2 000 utilisateurs	80 000 €
Eco-trie (Bruxelles)	2009	6 000 €	1 360 utilisateurs 60 entreprises/asso.	148 000 €
Eusko (pays basque français)	2013	246 000 €	2700 particuliers 430 entreprises 115 associations	160 000 €
Galléco (Ille-et-Vilaine)	2013	24 000 €	542 utilisateurs	64 000 €

Source : L'impact socio-économique des monnaies locales et complémentaires NOVEMBRE 2014 Wojtek Kalinowski Institut Veblen

Comparatif de monnaies locales en Europe : masse monétaire et nombre d'utilisateurs – juin 2014

Un aperçu de la diffusion du Galléco

Une 1^{ère} image renvoyée par les chiffres

Principaux points d'analyse du Chimgauer

1- Une équipe de portage technique et quotidien resserrée, composée de bénévoles actifs et autres contributeurs-temps (de type service civique) et 2 à 3 salariés.

2- Une diffusion large près de 4000 membres au total et 39 comptoirs de change.

3- Un autofinancement de la structure porteuse à 100% (aucune aide publique) : un financement basé sur les adhésions, les frais de conversion et un financement complémentaire de fondations et de donations.

4- Un suivi professionnel des transactions permettant de mesurer à la fois l'impact économique local et la fluidité de la circulation de la monnaie : une circulation 3 fois plus rapide que l'Euro (système de fonte) ; un chiffre d'affaire cumulé en Chimgauer des prestataires de 7 200 000 C pour une masse monétaire en circulation de 520 000 C. Le CA cumulé est donc plus de 10 fois supérieur à la masse monétaire.

Néanmoins, l'augmentation observée du chiffre d'affaires individuel des prestataires reste relativement faible.

5- Une capacité à séduire les acteurs économiques en passant de 10 % (2003) à 71 % (2013) de Chimgauer retransmis directement (paiement direct des fournisseurs et donc non reconverti en €)

7- Un concept de « cagnotte associative » financé par la reconversion, soit 60 000 euros par année reparti sur de nombreuses associations locales (système repris par l'Eusko)

8- La mise en place d'un système de paiement électronique, ce qui a permis de doubler les flux.

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

17

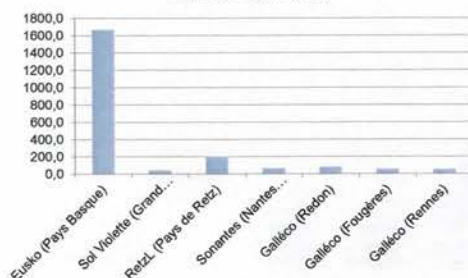
Un aperçu de la diffusion du Galléco

Une diffusion sans pareil de l'Eusko

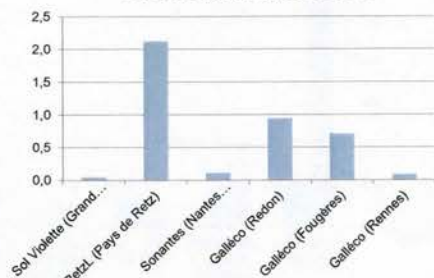
En valeur relative, une diffusion du Galléco à Redon particulièrement pertinente

Rapportée pour 1000 habitants, le comparatif des MLC nous renseigne sur leur performance réelle au regard des bassins de population couverts.

Masse monétaire en circulation pour 1000 hab. couverts (en MLC)



Masse monétaire en circulation pour 1000 hab. couverts (en MLC) hors Eusko



conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

18

Un aperçu de la diffusion du Galléco

Une diffusion sans pareil de l'Eusko

Les données ci-dessus montrent l'importance de la masse monétaire d'Eusko en circulation au Pays Basque, sans commune mesure avec les autres MLC nationales.

La masse monétaire en circulation, pour 1000 habitants couverts, du RetzL mais aussi du Galléco à Redon et à Fougères, permet d'apprécier la diffusion de ce type de projet dans la configuration « ville moyenne ↔ territoires ruraux » plutôt que dans une métropole de taille importante (Rennes, Nantes, Toulouse).

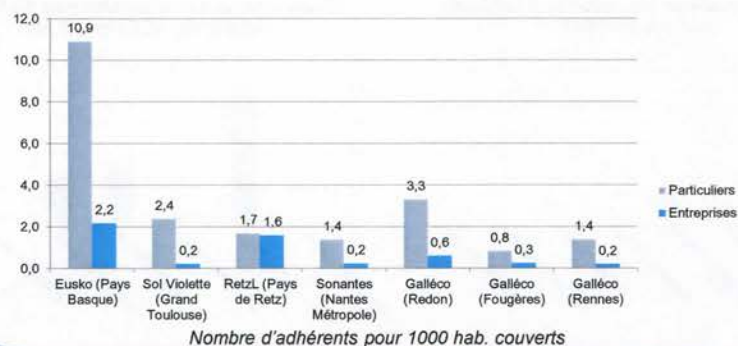
Ce qui ressort reste une évaluation différenciée entre les MLC développées en zones rurales et celles en zones urbaines. Les seuils (prestataires / citoyens) comme les circuits de diffusion ne sont pas et ne peuvent pas être les mêmes.

Un aperçu de la diffusion du Galléco

A Redon, une diffusion pertinente

En valeur relative, une diffusion du Galléco à Redon particulièrement pertinente

En nombre d'adhérents, et rapportée pour 1000 habitants, le Galléco à Redon connaît une diffusion particulièrement intéressante, comparée aux autres MLC étudiées. Comme à ce qui a été dit précédemment, la diffusion timide dans la métropole rennaise est similaire aux trajectoires des MLC à Toulouse et pour l'heure à Nantes.



Un aperçu de la diffusion du Galléco

Part des adhérents et des professionnels

Une proportion entre adhérents particuliers et entreprises respectée

Le tableau ci-dessous nous renseigne quant à deux indicateurs complémentaires :

- **Un ratio rapportant le nombre d'adhérents professionnels par rapport aux particuliers.** Cet indicateur est essentiel pour permettre d'apprécier la capacité réelle de circulation de la monnaie : trop faible ou trop élevé, il rend difficile l'achat final (et local) de biens ou de services par le particulier. Au regard des différentes analyses nationales, il apparaît que la fourchette optimale est comprise entre 15 et 20% d'entreprises par rapport aux nombres de particuliers. Redon et Rennes s'inscrivent dans cette tendance. Cet indicateur supérieur à Fougères traduit clairement le manque de consommateurs particuliers.

	Ratio entreprise par particulier (en %)	Ratio monnaie en circulation par adhérent (en MLC)
Eusko (Pays Basque)	20	128
Sol Violette (Grand Toulouse)	10	18
RetzL (Pays de Retz)	95	63
Sonantes (Nantes Métropole)	18	42
Galléco (Redon)	18	22
Galléco (Fougères)	30	52
Galléco (Rennes)	15	34

Atteindre ce seuil de 20-25% est vraisemblablement une condition de réussite de toute MLC.

Un aperçu de la diffusion du Galléco

Part des adhérents et des professionnels

- **Une masse monétaire en circulation par adhérent (professionnels + particuliers) plus faible à Redon qu'à Fougères ou Rennes.** Cet indicateur n'est pas en soi un critère d'appréciation de la diffusion de la monnaie, mais permet simplement de donner un ordre de grandeur purement théorique quant à la masse monétaire utilisée par adhérent.

L'évolution des effectifs

Une hausse régulière du nb de citoyens

L'évolution du nombre d'adhésions au Galléco depuis septembre 2013 est en progression constante mais à un rythme désormais ralenti.

Le volume d'adhérents citoyens croît de 43 adhésions par mois en moyenne depuis le projet. Dans les faits, le rythme de croissance a été particulièrement élevé de septembre 2013 à décembre 2014 avec 52 adhésions supplémentaires chaque mois.

Comme évoqué, le rythme s'est ralenti sur la période 2014-2015 avec un nombre d'adhésions de 30 nouveaux adhérents par mois.



Evolution du nombre d'adhérents citoyens au Galléco entre 2014 et 2015

Source : Bilan 2015 Association Galléco

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

23

L'évolution des effectifs

Un ralentissement de l'adhésion des pro ?

La croissance du réseau des professionnels particulièrement réduite entre 2014 et 2015 (+14 entreprises) a été masquée par un taux de sortie important de ces mêmes entreprises au cours de l'année.

71 entreprises ont été en effet nouvellement agréées en 2015.

Mais 57 ont quitté le réseau.

Parmi ces 57 entreprises,

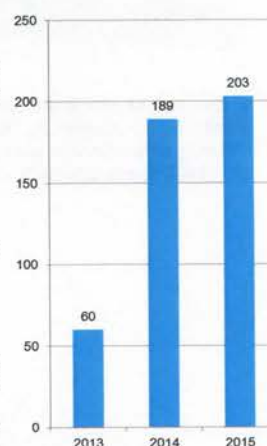
- 19 ont cessé leur activité
- 16 entreprises ont abandonné le paiement en Galléco (essentiellement des structures du secteur « bien-être »)
- 21 n'ont pas finalisé leur adhésion

Ces constats appellent deux enseignements :

- Le Galléco est un outil de développement économique au service de l'économie réelle et à ce titre il est confronté à certaines difficultés du tissu économique local en lien avec la conjoncture nationale

- A la fin de l'année 2014, nous pouvons déduire que 20% des professionnels adhérents (soit 37 structures sur 189) n'étaient pas entièrement satisfaites des services ou du l'apport du Galléco en l'état (justifiant de fait leur non-renouvellement).

Cette donnée nous renseigne sur la satisfaction majoritaire des professionnels au regard du projet mais doit être consolidée afin de mieux connaître les raisons précises de ces non-renouvellements.



Evolution du nombre d'adhérents professionnels au Galléco depuis son lancement en 2013

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

24

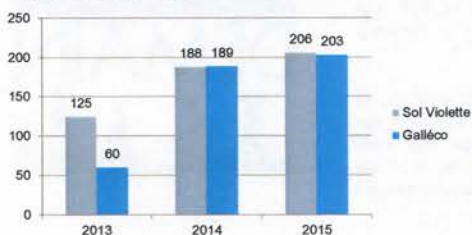
L'évolution des effectifs

Et ailleurs ?

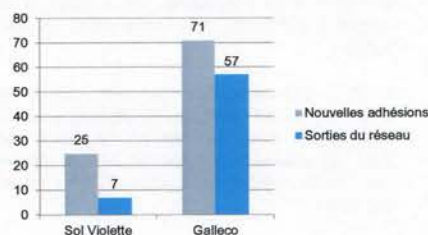
L'évolution du Galléco au regard des professionnels est identique à la diffusion du Sol Violette auprès de ces mêmes publics. Cette tendance voisine d'essoufflement est particulièrement vraie entre 2014 et 2015 : la réduction des rythmes d'adhésion est similaire entre les deux monnaies.

Si la tendance est identique, sa structuration est radicalement différente : seulement 25 nouvelles adhésions pour le Sol Violette en 2015 et 7 sorties (fermetures, changements de propriétaires, déménagements, baisse de motivation...). L'évolution du Sol Violette s'inscrit davantage dans un « entre-soi » qui peut interroger quant à sa capacité de diffusion.

A l'inverse, le Galléco a une capacité à convaincre de nouveaux professionnels bien plus intéressante rendant optimiste quant à la perception du projet. Néanmoins, le réseau est pénalisé par un taux de sortie bien plus conséquent.



Evolution du nombre d'adhérents professionnels au Galléco et au Sol Violette



Evolution qualifiée et comparée des adhésions en 2015

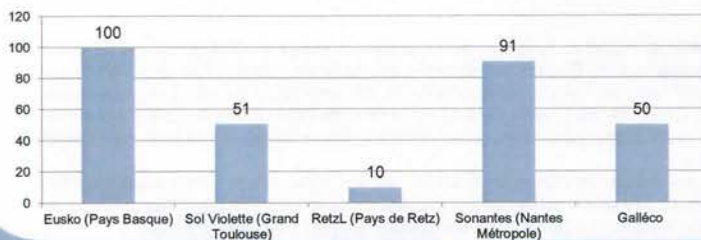
conseil imaginaire en développement durable 25
www.auxilia-conseil.com

L'évolution des effectifs

Et ailleurs ?

Le taux de sortie inquiétant des professionnels identifié précédemment du Galléco est à rapprocher du lancement délicat de Sonantes. L'insatisfaction par rapport à SoNantes a été principalement due à un écart entre un montant d'adhésion important à payer et le peu d'opportunités d'écouler la monnaie dans un premier temps. Le développement d'une plateforme BtoB doit être imaginée avec un nombre suffisant d'adhérents pour éviter ce désenchantement qui peut arriver rapidement.

L'analyse des adhésions moyennes par mois (particuliers + professionnels) des MLC depuis la date de leur lancement confirme ces grandes tendances : à savoir la proximité, en terme de modèle de diffusion, du Sol Violette et du Galléco (50 adhérents par mois), l'essor très rapide de l'Eusko, (100 nouveaux adhérents par mois), un rythme pratiquement atteint par Sonantes après une année d'existence.



Adhésions moyennes par mois des MLC depuis la date de leur lancement (mise en circulation de la monnaie) jusqu'au 31/12/2015 [hors Sonantes jusqu'en avril 2016]

conseil imaginaire en développement durable 26
www.auxilia-conseil.com

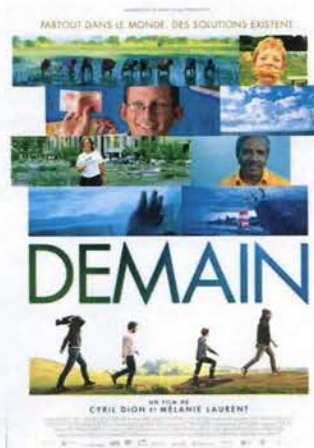
L'évolution des effectifs

En 2016, l'effet « Demain » ?

Les différentes MLC interrogées font état d'une hausse frappante des demandes d'adhésion à la suite de la diffusion du film Demain de Cyril Dion et Mélanie Laurent. Ce film sorti fin 2015 a mis en lumière un certain nombre d'actions concrètes de « transition citoyenne » et notamment le rôle clé des monnaies locales complémentaires.

L'association Galléco a constaté elle-même un afflux d'intérêts convergents avec des demandes d'adhésions en forte hausse. Le 1^{er} trimestre 2016 a permis de faire adhérer 369 personnes supplémentaires (pour 75% des habitants de l'agglomération rennaise). Cela représente une hausse de plus de 72% par rapport à 2015 (214 personnes ayant adhéré au 1^{er} trimestre 2015).

En 2016, des entreprises ont rejoint volontairement le réseau et beaucoup de démarchage téléphonique réalisée en 2015 par l'association s'est finalisée en ce début d'année. Fin mars 2016, 21 nouvelles entreprises avaient adhéré au cours de ces 3 mois (rythme mensuel de 2015 : 6 nouvelles entreprises par mois).



conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

27

L'évolution de la masse monétaire

En hausse... comme les retours en banque

La masse monétaire en circulation du Galléco est un indicateur de vitalité de la monnaie évident : sa progression est de +62% entre 2014 et 2015 à 44670G. Cette donnée témoigne de son attractivité pour retirer des gallécos en les convertissant à partir d'Euro (au comptoir du crédit coopératif, dans des comptoirs de change ou lors d'événements de l'association).

Dans ces chiffres ne sont pas comptabilisés tous les Gallécos déjà en circulation qui sont échangés dans des comptoirs directement sur le compte des entreprises.

La masse monétaire de Sol Violette s'est quant à lui stabilisé à 42000 Sols environ.

Le chiffre d'affaires est sans surprise difficile à suivre : très peu d'entreprises communiquent à l'association Galléco leur chiffre d'affaire. Par nature, il est peu évident de connaître la part d'une hausse du chiffre d'affaires liée à l'utilisation du Galléco. De plus, les entreprises ne différencient pas nécessairement dans leur comptabilité leur chiffre d'affaire entre euros et Gallécos pour des raisons de simplicité.

Argument souvent affiché par les MLC, la vitesse de circulation moyenne (= Chiffre d'affaire généré / masse monétaire en circulation) du Galléco est difficile à apprécier compte-tenu du suivi difficile du chiffre d'affaires. Une fourchette peut vraisemblablement être donnée entre 4 et 5 mais sans certitude, contre 2,37 pour l'euro. Cette vitesse supérieure à l'euro permet de lutter contre les effets bloquants de la thésaurisation au profit d'une consommation immédiate et de réinjecter la monnaie rapidement dans l'économie locale.

Le Sol Violette estime sa vitesse de circulation à 6,8 en 2015 (chiffre obtenu grâce au logiciel Sol Active. Chaque semaine, une base est alimentée par l'équipe du Sol-Violette récoltant les données de circulation de l'ensemble des coupons-billets dans les caisses des prestataires du réseau).

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

28

L'évolution de la masse monétaire

En hausse... comme les retours en banque

Un autre indicateur permet d'apprécier la vitalité des échanges, le volume des retours en banque par des professionnels souhaitant convertir leurs Gallécos en euros. 52820 Gallécos ont ainsi été retournés et échangés en euros en 2015, contre 46838 en 2014. Cela témoigne des difficultés des entreprises à payer leurs fournisseurs directement en Galléco « papier » : les échanges entre professionnels se font aujourd'hui essentiellement de façon dématérialisée.

Dans un réseau qui privilégie l'échange rapide au bénéfice du territoire, ces reconversions peuvent être considérées comme des fuites.

52820G ont été déposés en 2015 en banque pour être convertis en autant d'euros. Ce volume est en légère augmentation par rapport à 2014 (46838G reconvertis).

Rapporté aux retraits de Galléco en parallèle, nous obtenons les résultats suivants :

Année	Dépôts en banque	Retraits de Galléco	Rapport Dépôt / Retrait (%)	Masse monétaire en circulation	Rapport Dépôt en banque / Masse monétaire
2014	46 838 G	59 677 G	78%	27 513	1,7
2015	52 820 G	69 977 G	75%	44 670	1,2

Si le rapport dépôt/retrait se réduit légèrement depuis 2014 compte-tenu de l'augmentation des retraits de Galléco (malgré les « fuites », le Galléco continue d'être attractif avec des retraits en hausse), il n'en reste pas moins que le Galléco est une MLC que les professionnels reconvertisent beaucoup en euro (les dépôts représentent 1,2 de la masse monétaire en cours de circulation).

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

29

L'évolution de la masse monétaire

En hausse... comme les retours en banque

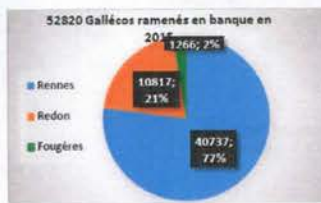
Comparativement le Sol Violette est beaucoup moins convertie : 30.321 sols ont été convertis en euros en 2015. Rapporté à la masse monétaire (42.225 sols en 2015), ce ratio est de 0,7.

Ce constat appelle plusieurs commentaires :

-L'absence de frais de conversion (Galléco en euro) peut contribuer à expliquer en partie ce volume de Gallécos ramenés en banque

- Des professionnels qui sont bloqués dans l'usage du Galléco (une incapacité à trouver des fournisseurs qui acceptent le Galléco). L'usage d'une monnaie papier alors que les transactions économiques entre professionnels s'effectuent aujourd'hui quasi-essentiellement en numérique explique également cet état de fait.

-Il faut un taux incitatif qui empêche un retour trop rapide des unités de MLC sinon le risque est grand d'une baisse à venir des Gallécos en circulation.



Retours en banque des gallécos
Source : Bilan 2015
Association Galléco

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

30

D'autres indicateurs de mesure

La part du financement public

Les données permettent d'apporter un autre regard à la performance des MLC au regard de deux critères complémentaires : le volume des subventions publiques accordées dans le portage du projet et le nombre d'ETP en charge de son suivi.

	Budget annuel	Part d'autofinancement de l'association	% Financement public (€)	Estimation des subventions publiques / an	Nombre d'adhérents (particuliers + pro)	Nb d'adhérents (particuliers + pro) pour 100€ publics investis
Sol Violette	250000	35%	55%	137500	2439	1,8
Galleco	100000	10%	87%	87000	1408	1,6
Eusko	160000	45%	25%	40000	3600	9,0
Gonette	108000	43%	27%	29500	836	2,8

Plus d'argent public (sous forme de subvention ou de prise en charge directe salariale) ne signifie pas nécessairement de meilleures performances en matière d'implantation.

L'Eusko a une part de financement public égale à 25% de son budget contre 45% d'autofinancement environ (sur le montant des adhésions). 100€ investis par les collectivités équivalent donc à 9 citoyens pour l'Eusko, soit plus de 5,6 fois plus que pour le Sol-Violette et le Galléco.



conseil imaginaire en développement durable
www.auditia-conseil.com

31

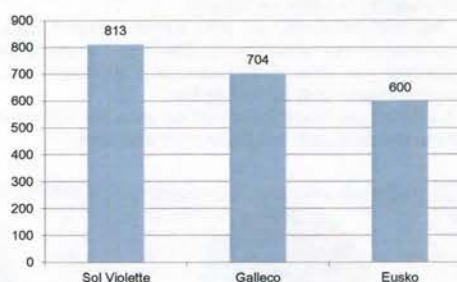
D'autres indicateurs de mesure

La part des ETP

Au regard du nombre d'ETP en charge de son suivi, les performances se lisent également de façon différente, avec un nombre d'adhérents couverts par ETP supérieur pour le Sol Violette et le Galléco, par rapport à l'Eusko.

Cette différence peut s'expliquer par une spécialisation davantage marquée pour l'Eusko (9 salariés pour 6 ETP) où les tâches administratives et de recrutement sont différenciées. Dans les faits, une polyvalence des fonctions est davantage la règle pour les équipes réduites du Galléco et du Sol Violette.

	Nb ETP salarié	Nb d'adhérents pour 1 ETP
Sol Violette	3	813
Galleco	2	704
Eusko	6	600
Gonette	1,5 *	550



* Nombre de salariés de Gonette en Novembre 2015 : 2 salariés à 22h (CAE) + 1 salarié à 7h (CDI)

Nombre d'adhérents (particuliers + professionnels) couverts pour 1 ETP salarié dans la structure porteuse

conseil imaginaire en développement durable
www.auditia-conseil.com

32

Des blocages dans l'utilisation du Galléco?

La difficulté du change ?

Pour expliquer la difficulté de diffuser la monnaie, l'aspect pratique de son utilisation est souvent mis en exergue : « c'est contraignant d'utiliser le Galléco car il importe de faire la démarche d'aller changer des Euros en Galléco (soit au comptoir dédié du Crédit Coopératif à Rennes, soit dans le réseau développé des comptoirs d'échange). »

Il est évident que l'impossibilité de régler en Galléco par le biais d'une monnaie numérique ne facilite pas sa diffusion, dans une société où les échanges de monnaie fiduciaire sont de moins en moins fréquents.

Néanmoins, cette obligation de change n'est pas en soi un frein.

La monnaie Sol Violette ne compte que 10 comptoirs d'échange (entreprises partenaires assurant cette fonction), l'Eusko 31 (sur 24 communes), contre 51 pour le Galléco, de fait avec un potentiel de proximité plus élevé (répartis sur les 3 territoires).

Comme vu plus haut, les niveaux de diffusion des différentes MLC ne suivent pas cette répartition des comptoirs d'échange, le blocage pratique dans l'utilisation de la monnaie n'est pas un argument en soi pour justifier des difficultés de diffusion.

Néanmoins, et même si les comptoirs de change ne sont assurément pas le seul critère de réussite d'une MLC, il paraît essentiel d'articuler au mieux la nécessité d'un équilibre entre proximité physique (comptoir de change à proximité et contact physique) et proximité relationnelle (rencontre physique) pour mettre en confiance et créer une communauté d'échange.

Des blocages dans l'utilisation du Galléco?

Quelles populations impactées ?

Faute d'exploitation des fichiers des adhérents (âge, localisation, CSP), l'association Galléco ne peut communiquer sur leur profil et leur éventuelle représentativité. Pour qualifier le public adhérent, nous ne pouvons, à ce jour, que mettre en perspective le ressenti (parcellaire, subjectif mais basé néanmoins sur une réalité) de la direction de l'association Galléco (voir plus loin) et les éléments d'information compilés par la Mission d'étude, et portant sur l'analyse du profil sociologique des utilisateurs du SOL Alpin (région grenobloise) en 2010 : les utilisateurs du SOL sont majoritairement des jeunes provenant de milieux aisés et éduqués (niveau d'étude supérieur à BAC+3 ou 5, CSP supérieur).

Si ces constats ne peuvent pas nécessairement être généralisés, ces chiffres démontrent bien en revanche que les MLC ne sont pas des outils de prime abord aisément accessibles : un travail pédagogique reste nécessaire pour permettre de mieux comprendre l'intérêt des MLC et les diffuser auprès d'un public large.

De plus, la MLC reste dépendante des évolutions sociétales et autres débats de société en la matière pour « séduire » davantage, comme le révèle l'augmentation des adhésions suite à la sortie du film *Demain*.

Néanmoins, des actions engageantes peuvent en faire un très bon outil de développement social envers certains publics en difficulté (exemple : actions de convention avec les Maisons de Chômeurs à Toulouse) : il n'est donc pas impossible d'envisager une diffusion large des MLC, à ceci près qu'une ingénierie dans le montage de projets territoriaux ou sociaux et une capacité d'accompagnement des acteurs locaux sont nécessaires.

Des blocages dans l'utilisation du Galléco?

Quelles populations impactées ?

Pourquoi Redon ?

Des raisons difficilement quantifiables peuvent expliquer la diffusion plus forte à Redon en valeur relative : une identité locale prononcée, une capacité de travail en réseau des acteurs socio-économiques qui comptent, un attachement fort des habitants à leur territoire...

L'observation montre une plus grande diversité dans les catégories socio-professionnelles (CSP) représentées à Redon (à l'inverse des adhérents rennais, à la CSP en moyenne supérieure)

Des blocages dans l'utilisation du Galléco?

L'apparition de nouvelles MLC « agiles »

2015 a été particulièrement riche pour l'écosystème des MLC avec le lancement de nombreux projets et notamment le développement du Stück dans la région strasbourgeoise et la Gonette, MLC lyonnaise. Ces deux monnaies émergent après les expérimentations du Sol, du Galléco et de l'Eusko et en tirent partie dans leur montage opérationnel. Fruits de ce retour d'expérience, ces nouvelles MLC ont la spécificité d'être particulièrement agiles dans leur mode de financement, professionnalisent leur approche sans pour autant rogner sur les exigences de valeurs.

La diffusion des agréments aux professionnels met notamment en exergue la logique d'amélioration continue au nom d'un pragmatisme efficace : la Gonette par exemple ne restreint pas le réseau des partenaires aux acteurs de la transition uniquement (souplesse des critères et agrément au cas par cas) : des partenaires « hors microcosme transition » rejoignent le collectif (garagiste, agent immobilier, restaurants non bio...), en fonction de la sensibilité, de l'envie, de la volonté de participer à l'aventure que manifeste le partenaire potentiel. Les principes d'adhésion sont plutôt basés sur la confiance mutuelle et l'engagement : l'ancrage local est une condition nécessaire mais non suffisante.

Ce pragmatisme dans la diffusion se double d'une communication moderne en utilisant tous les outils de communication actuels (voir ci-contre).

Outils de comm. de la Gonette

Communication externe :
NL mensuelles (1 800 inscrits)

Site web (~120 vues / jour)

Facebook (4 500 fans)

Twitter (800 abonnés)

Chaîne Youtube (stockage vidéos + live pour conférences)

Événements/festivals/conférences

Flyers chez les partenaires pro

Communication interne :

Forum

Facebook (groupe fermé)

Trello/Framapad

Lettre bénévoles actifs

hebdomadaire

Des blocages dans l'utilisation du Galléco?

L'apparition de nouvelles MLC « agiles »

Un budget équilibré a été précocement conçu avec des objectifs ambitieux :

~30% d'autofinancement

10% financement privés

50% financements publics (plusieurs collectivités)

Et des demandes complémentaires de soutien ont été formulées auprès de Fondations (Crédit Coopératif, Chèque Déjeuner) en 2016

Cette agilité semble être la voie du succès. Les diapositives précédentes positionnaient Gonette au regard des autres MLC jusqu'à la fin 2015. Les dernières mesures (mai 2016) permettent de mieux apprécier sa diffusion et la placent déjà comme la troisième MLC française en valeur absolue, avec plus de 1800 adhérents, devant le Galléco.

Le développement de l'équipe professionnelle suit en conséquence. En novembre 2015 : 2 salariés à 22h (CAE) + 1 salarié à 7h (CDI) + 2 services civiques

En mai 2016 : 3 salariés à 22h (CAE sur 2 ans) + 1 salarié de 3h (CDI) + 3 services civiques

Nb	Réalisés		Objectifs		
	Nov. 2015	Mai 2016	Nov. 2015	A 1 an	A 5 ans
Utilisateurs	800	1800	500	1000	50000
Partenaires	36	120	100	200	1000

Nb d'adhérents de la Gonette

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

37

Un terrain propice en Bretagne ?

Panorama des monnaies en circulation

Buzuk, Pays de Morlaix (2015)
?? utilisateurs particuliers, 60 entreprises
<https://monnaiepaysdemorlaix.wordpress.com>
Territoire de 130.000 hab

Heol, Pays de Brest (2012)
530 utilisateurs particuliers, 80 entreprises
33000 heol en circulation environ
1 salarié jusqu'en mars 2016 et un service civique pour 2 années, 20 bénévoles actifs, 820 heures de travail par an
<http://www.heol.infini.fr/>
Territoire de 400.000 hab.



Sardine, Pays de Concarneau
Projet abandonné en juin 2014

Maillette, Pays de Rance-Dinan, 5000 maillettes en circulation (lancement en 2014)
100 utilisateurs particuliers environ, 50 entreprises
4000 maillettes en circulation environ
www.mlc-rance.fr
Territoire de 100.000 hab

Gallais, Pays de Ploërmel (2015)
40 utilisateurs, 69 entreprises
<http://www.monnaie-locale-ploermel.org/>
Territoire de 70.000 hab

Des monnaies en projet : à La Roche-Bernard, Lorient, Vannes, Auray
Ces 4 projets sont portés par des mouvements associatifs et citoyens.

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

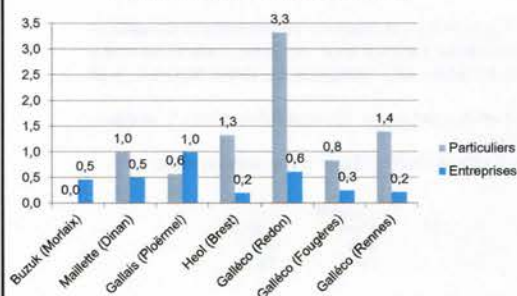
38

Un terrain propice en Bretagne ?

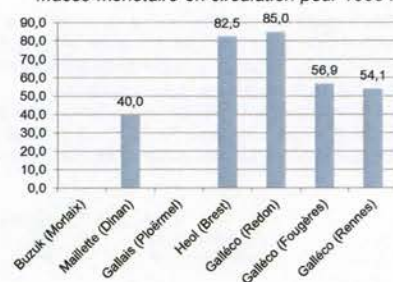
Panorama des monnaies en circulation

Les 5 monnaies locales bretonnes (dont le Galléco) couvrent 1,3 millions d'habitants à ce jour, soit 40% de la population bretonne (600.000 hab. couverts par le seul Galléco). Ce volume très intéressant plaide en faveur d'un réseau breton des MLC (voire plus tard, vers une monnaie régionale ?)
Plus de 80.000 € circulent en MLC à l'échelle de la Bretagne, MLC auxquelles adhèrent 2200 particuliers environ et 460 entreprises (le Galléco contribue pour la moitié à ses performances).

Nombre d'adhérents pour 1000 hab.



Masse monétaire en circulation pour 1000 hab.



Un terrain propice en Bretagne ?

Panorama des monnaies en circulation

L'analyse de la diffusion des différentes MLC en Bretagne, rapportées à la démographie du territoire couvert, montre la spécificité de l'implantation du Galléco dans le Pays de Redon, tant en terme d'adhésion de citoyens que de circulation de monnaie.

Son implantation, timide, à Rennes reste comparable au développement de la monnaie brestoïse. Pour rappel, le développement d'Heol est assuré par un 1 ETP contre 2 pour le Galléco (et un budget deux fois supérieur environ).

Le développement du Galléco à Fougères, difficile, est inférieure en terme de diffusion à la performance de monnaies qui viennent de se lancer (Gallais, Buzuk, Maillette)

Des stratégies différentes dans le développement apparaissent, notamment le travail initial de démarchage assuré par les bénévoles du Gallais pour recruter de nouvelles structures adhérentes, un préalable afin de convaincre davantage d'utilisateurs particuliers.

Un terrain propice en Bretagne ?

Ce que les MLC bretonnes nous apprennent

Une diversité dans le modèle de financement
La structure associative qui porte la monnaie
Heol à Brest a un budget de 55K€ environ.
Les subventions d'exploitation accordées par les
collectivités et acteurs institutionnels
représentent 90% des recettes.
Mais une diversité des sources de financement :
EPCI, Brest Métropole, CG29, ADEME, Fonds
LEADER

Le recours au
financement participatif
Le financement de la
monnaie Buzuk (et de son
développement en matière
de communication) s'est
fait en partie par une
collecte de 6121€ par le
biais de la plateforme
participative ULULE

122 %
6 121 €
collecte sur un objectif de
5 000 €



Copie budget prévisionnel 2016 d'Heol

+ BUDGET PRÉVISIONNEL 2016

CHARGES	2016	PRODUITS	2016
ACHATS		VENTE DE PRODUITS ET SERVICES	
Matériels, équipements et travaux	1850,00	Prestations de services	590,00
Consommables	680,00	Vente de marchandises	200,00
Autres et marchandises	2300,00		
TOTAL ACHATS	4730,00	TOTAL VPS	790,00
SERVICES EXTERIEURS		SUBVENTION D'EXPLOITATION	
Locations	350,00	Dont subv. de fonctionnement	
Études et recherches		CC Pays de Landerneau-Dauluis	3000,00
Primes d'assurances		CC Pays de Lorient	5000,00
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	350,00	Brest Métropole	12000,00
AUTRES SERVICES EXTERIEURS		ADEME	1500,00
Rémunération d'intermédiaires	7000,00	LEADER	15000,00
Communication interne et Réseau	2250,00	Dont subv. sur action	4000,00
Outils de communication	3400,00	Conseil départemental	4000,00
Outils pédagogiques	1500,00	TOTAL SUBV.	49500,00
Frais de déplacements	2500,00	PRODUITS DE GESTION	
Régimes	400,00	Cotisations	4000,00
Frais postaux et télécom	340,00	Contributions à la conversion	500,00
Services bancaires et assimilés	150,00	TOTAL PRODUITS DE GESTION	4500,00
TOTAL ASE	19250,00	TOTAL DES PRODUITS (VPS + SUBV. + GESTION)	54790,00
CHARGES DE PERSONNEL		CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	
Rémunération (1800 mensuel x 9m)	16200,00	Bénévoles	8000,00
Toutes cotisations sociales	6400,00	Dons en nature	3000,00
Provisions Retraite	500,00	TOTAL CONTRIB.	11000,00
Provisions Congés Payés	100,00	TOTAL DES PRODUITS	65790,00
Formation salariée	100,00		
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	34700,00		
TOTAL DES CHARGES (ACHATS + ASE + PERSONNEL)	81780,00		

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

41

Un terrain propice en Bretagne ?

Ce que les MLC bretonnes nous apprennent

Des acteurs-relais et adhérents (très) investis

A noter en février 2016, pour stimuler le Galais, la monnaie locale du pays de Ploërmel, la brasserie Lancelot a offert une prime de 50 Galais à ses salariés.

Des développements en faveur des publics fragilisés

Un volet social est en cours de développement à l'échelle de la monnaie Heol :

Trois lieux d'expérimentation sont repérés sur différents territoires : Brest, Lesneven et Landerneau. Ce projet s'appuie sur l'expérience du Sol Violet mené à Toulouse avec les Maisons de Chômeurs.

Le Centre Social de Landerneau dans le cadre de sa commission citoyenneté en partenariat avec les associations caritatives et le CCAS démarre une réflexion pour initier ce projet. Il s'agit de remettre des Heol mensuellement aux foyers bénéficiaires des chèques à destination de l'épicerie sociale.

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

42

3

Développer le réseau de partenaires



Mairie de Pipriac (35)

Une faible implication des acteurs-relais

La diffusion de la MLC, sa capacité à s'implanter localement dans les territoires et dans les projets, publics ou privés, dépend avant tout dans la mobilisation d'acteurs-relais, acteurs de terrain ou têtes de réseaux. La capacité d'action de l'association porteuse étant limitée en termes de temps et d'ETP, il est indispensable pour elle de s'appuyer sur ces relais pour « faire tâche d'huile ».

La cartographie suivante indique l'état des relations avec les partenaires théoriques que l'association Galléco pourrait développer afin de diffuser localement la monnaie.

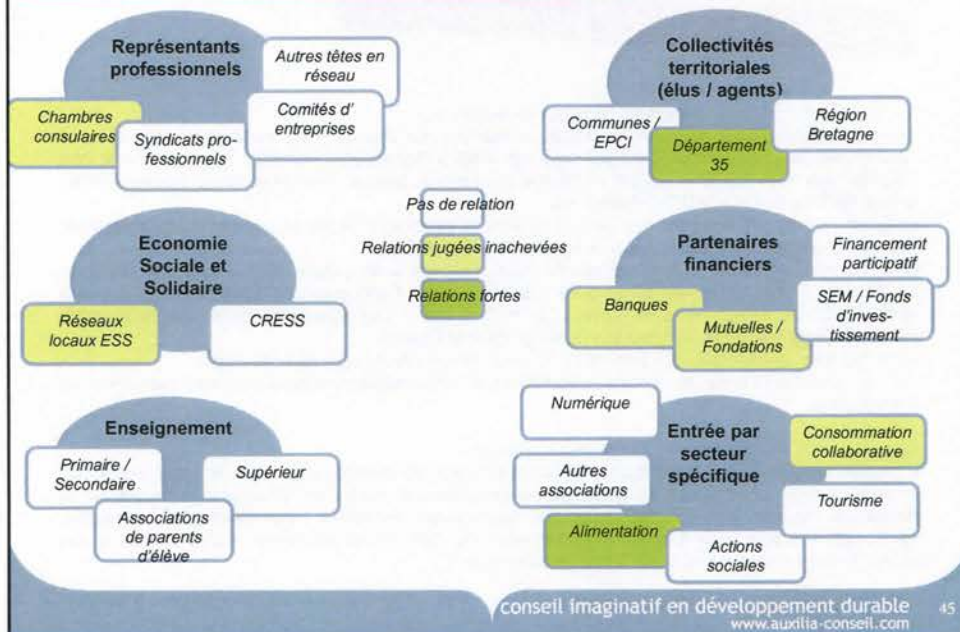
Elle n'est pas exhaustive au sens où cette cartographie des acteurs est en évolution permanente : elle se construit par opportunisme selon les rencontres faites, par démarchage (mobilisation dirigée) ou selon l'actualité en fonction des projets montés.

Enfin, la cartographie est en l'état une appréciation réalisée en fonction du ressenti et des informations collectées lors de la phase d'entretien.

6 principaux « collèges » de partenaires sont mis en évidence pour porter et développer une diffusion soutenue de la MLC : les collectivités territoriales, les partenaires financiers, le secteur de l'enseignement, le secteur de l'économie sociale et solidaire, les structures représentatives des acteurs professionnels et les différentes entrées spécialisées par thématique.

Chaque « collège » peut bien évidemment être subdivisé en plusieurs familles d'acteurs, dont nous donnons un exemple ci-après. Tous à leur niveau peuvent contribuer à la diffusion de la MLC dans leur cercle respectif.

Une trop faible implication des acteurs-relais



Une trop faible implication des acteurs-relais

Quelle analyse de la mobilisation des acteurs-relais ?

Nous constatons que les différents acteurs-relais, utiles ou exploitables en théorie, n'ont été que très faiblement mobilisés. Si l'on excepte la relation privilégiée avec le Département, seul le réseau de la production agricole a été développé, avec une orientation « agriculture biologique ».

Les autres secteurs mobilisés le sont pour l'essentiel grâce à des partenaires historiques du projet (le Crédit Coopératif et la Mutuelle du Pays de Vilaine) ou des rencontres récentes (Mon petit voisinage, 1ère plateforme en Europe de réseaux sociaux de voisinage, bien développée à Rennes.)

Le cas de l'ESS, secteur de déploiement « naturel » du Galléco, est spécifique et sera développé plus bas.

D'une manière générale, cette mobilisation très faible des acteurs-relais est jugée préjudiciable à la diffusion large du projet, notamment le travail de mobilisation vers les collectivités territoriales (élus et services). La nécessité d'une pédagogie, adaptée à chaque public, pour mieux comprendre l'intérêt de la MLC, est ici mise en évidence.

Enfin, mettons en exergue la nécessité d'un équilibre dans l'écosystème « MLC » entre paiement de services publics, ESS et économie traditionnelle. Il est ainsi surprenant de constater que dans les PTCE (pôle territorial de coopération économique) agréés par l'état, aucune monnaie locale ne fonctionne alors que nous sommes dans des écosystèmes favorables justement à la coopération économie classique et ESS. Une des préconisations de notre rapport sera en effet d'expérimenter plus spécifiquement la démarche dans le PTCE rennais nouvellement reconnu Réso Solidaire.

Une trop faible implication des acteurs-relais

Un secteur de l'ESS trop peu représenté

Un secteur de l'ESS paradoxalement trop peu représenté

Comme évoqué, l'ESS demeure le creuset « intuitif » du Galléco. Des partenaires historiques et naturels, accueillis notamment dans la Maison de l'ESS à Rennes sont membres du projet dont le Pôle ESS Rennais Réso Solidaire (faisant partie des deux projets bretons lauréats de l'AAP national PTCE), le Pôle ESS de Redon (CADES), Présol, etc.

La Boutique Solidaire Bretagne (qui gère entre autre la plateforme dédiée aux achats responsables des professionnels bretons www.laboss.fr) a également été mobilisée.

Dans les faits, la relation avec le secteur de l'ESS n'est pas aussi simple. Seules quelques structures de l'ESS de Redon et Rennes se retrouvent dans le réseau Galléco en tant qu'adhérent acceptant la monnaie (Elan Créateur, Lever le Rideau, Les mulots, etc...). Les acteurs identifiés ESS ou identifiés par la BOSS se retrouvent très peu et à la marge dans le Galléco.

Autre symbole, la Chambre régionale de l'ESS ne s'est que peu investie dans le projet.

Ce point pénalise le projet et renforce la question sur la pédagogie mise en œuvre pour convaincre les acteurs-relais.

Un secteur de l'enseignement sur lequel s'appuyer

L'association Galléco a priorisé dans son projet le travail de sensibilisation avec le corps enseignant dans les écoles. Le montage de partenariat direct avec des écoles de l'enseignement supérieur et l'université rennaise peuvent déboucher sur des actions pertinentes : des travaux de recherche-développement pour contribuer à la consolidation du Galléco ne pourraient-ils être confiés à des étudiants d'une université ou d'une école de commerce ?

Une trop faible implication des acteurs-relais

Des représentants pro. à mobiliser

Une mobilisation des représentants professionnels à développer

L'association Galléco a rencontré la Chambre des Métiers et de l'Artisanat : ce contact est à enrichir, compte-tenu de la représentativité très forte des commerces de proximité (notamment l'activité de bars-restaurants). La Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre d'agriculture n'ont pas été abordées. Pour information, la CCI Nantes-Saint-Nazaire est partenaire (financier) du projet Sonantes. Les Comités d'Entreprises sont à rencontrer (en prévision MACIF au 2nd semestre 2016). Le CEZAM 35, Fédération des élus de CE et des représentants de salariés, serait à ce titre une bonne porte d'entrée.

Les syndicats professionnels représentant les chefs d'entreprises (de type CJD, JCE) et les salariés sont aussi des bons leviers de sensibilisation.

Enfin, d'autres têtes de réseau professionnel sont à activer. Le réseau Produit en Bretagne peut à ce titre est une piste intéressante à étudier.

Une trop faible implication des acteurs-relais

Les collectivités absentes du projet

Des collectivités territoriales absentes du projet

Dans les faits, très peu d'échanges ont été réalisés avec les élus locaux ou les services des différentes communes ou intercommunalités. Ce point est doublement préjudiciable :

-d'abord au regard d'une exigence de diffusion : la commune, l'élu local sont des leviers essentiels du maillage territorial et de l'ancrage du Galléco dans son bassin de vie. Ne pas avoir travaillé avec les élus ne peut que faire perdurer une forme d'incompréhension, voire de défiance, envers le Galléco. Pour rappel, l'Eusko a réuni des groupes de travail constitués d'élus et de techniciens pour permettre l'adhésion des municipalités dans le projet

- mais aussi au regard du potentiel représenté par l'autorisation de paiement en Galléco de services publics par de petites communes, manifestement plus simple à obtenir que pour une collectivité de la taille du Département.

Un réseau d'échange intercollectivités est à construire sur ce sujet (Région, Département, agglos, communes) pour plus de cohérence à la fois en terme de projets et de territoire, en rapport à la nouvelle répartition des compétences.

Une trop faible implication des acteurs-relais

Le recul des partenaires financiers

Le recul des partenaires financiers et le projet numérique

Hormis le Crédit Coopératif, tous les partenaires bancaires régionaux sont absents du projet. Toutes les structures bancaires régionales ont été pourtant sollicitées à la base dans le projet, mais ont choisi de ne pas adhérer faute de capacité à gérer désormais une monnaie papier (raison de sécurité et d'ouverture de guichets). Cet argument ne peut néanmoins être une fin en soi car toute MLC commence bien évidemment par un projet papier.

Le recul des acteurs bancaires s'explique au final par un projet numérique qui tarde à se mettre en œuvre : le projet numérique aurait en effet dû / pu être lancé après une première année d'expérimentation.

Néanmoins, on peut légitimement supposer que, sans fatalité, de nouveaux partenaires bancaires pourront à terme rejoindre la démarche si 3 points sont réunis pour les « rassurer » :

- Un engagement concret vers le numérique
- Une professionnalisation des fonctions-support et une diffusion plus large à des entreprises, certes peut-être moins vertueuses, au nom du principe d'amélioration continue
- Au final, un véritable projet stratégique

En soi, une multiplicité de partenaires bancaires n'est néanmoins pas nécessaire pour un projet de MLC. Avoir un à 2 partenaires bancaires et de multiples comptoirs de change répartis sur les territoires semble suffisant.(partenariat à construire avec le Crédit Municipal nantais ?)

En toute transparence, la gestion d'une monnaie papier représente un temps supplémentaire et fastidieux, notamment pour les agents bancaires (scannage individuel des billets par douchette). Ce temps fait que la monnaie papier ne peut être démultipliée et restera confidentiel en l'état : à ce jour, seule l'agence du Crédit coopératif à Rennes permet de changer euros en gallécos (la multiplication des comptoirs d'échange au sein de commerces partenaires du projet a permis de contourner en partie ce blocage)

Une trop faible implication des acteurs-relais

Différentes entrées pour différents secteurs

L'alimentation : Le secteur de l'alimentation est celui qui a été le plus investi par l'association Galléco pour mobiliser les acteurs-relais, en insistant quasi-uniquement auprès des acteurs de l'agriculture biologique (Agrobio, groupement des agriculteurs bio d'Ille-et-Vilaine, Association Culture Bio de Guichen). Le réseau Accueil Paysan et la Fédération d'Animation Rurale des Pays de Vilaine ont été également sollicités. La présence sur les marchés rennais (Mail Mitterrand et Place des Lices) et de Redon renforce ce souci de visibilité et cette nécessité de relais. Ce travail va bien évidemment dans le bon sens compte-tenu de la prépondérance de la fonction alimentaire de la MLC.

Néanmoins un focus prédominant est mis sur la production biologique, ce qui ne favorise pas la diffusion à d'autres producteurs, s'inscrivant pour autant en vente directe, voire à des transformateurs ou des distributeurs locaux. Le fait de n'avoir pas fait de la Chambre d'agriculture et les acteurs de l'agriculture paysanne des relais, du moins des contacts privilégiés, est à signaler.

Numérique : ce secteur peut être un relais intéressant mais aujourd'hui inexploré. Certaines des valeurs, notamment collaboratives, défendues par la MLC, se retrouvent dans certains projets du secteur numérique et des relais pourraient être activés (Cantine numérique et FabLab, plus globalement le réseau FrenchTech), sans parler des travaux de développement des outils conduisant à la diffusion d'une monnaie numérique.

Consommation collaborative : à l'instar du numérique, ce secteur du prêt/échange de matériels ou de services peut soutenir directement ou indirectement le développement du Galléco. Des approches ont été entreprises par l'association Galléco avec Mon plit voisinage 1ère plateforme en Europe de réseaux sociaux de voisinage, bien développée à Rennes. D'autres structures fleurissent dans ce secteur (Mutum, etc.)

conseil imagitatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

51

Une trop faible implication des acteurs-relais

Différentes entrées pour différents secteurs

Tourisme : un secteur que l'association Galléco a exploré (contact pris avec le réseau Accueil Paysan). Comme évoqué, l'Eusko travaille avec des offices de tourisme

D'une façon générale, un lien est à construire avec l'ensemble du **secteur associatif** des territoires concernés, qui peuvent être des bons vecteurs « d'achat local ». Les fédérations départementales seraient à ce titre des bons leviers: Fédé des ADMR de 35, Union Départementale des Associations Familiales d'Ille-et-Vilaine, Fédérations départementales sportives, mais aussi les Festivals et événements culturels

Actions sociales : ce secteur est aussi à développer, que ce soit dans des contacts avec les professionnels institutionnels du secteur (CAF, Pôle Emploi, Mission Locale, les CCAS locaux, les services du Département, etc.) ou tout simplement dans une logique géographique en se greffant par exemple sur des actions conduites dans le cadre de la politique de la ville. Une action spécifique à l'échelle d'un quartier populaire rennais pour asseoir l'implantation locale du Galléco aurait vraisemblablement autant d'impact qu'une diffusion large mais trop confidentielle.

A ce titre, l'action expérimentale conduite par ATD-Quart Monde Territoires Zéro Chômeur de longue durée, sur les communes de Pipriac et St-Ganton (Pays de Redon) semble être le terrain idéal pour tester la valeur ajoutée du Galléco dans le soutien à ces publics fragilisés, tant d'un point de vue de la consommation que de l'appui à la constitution des Entreprises à But d'Emploi (EBE) visées par le projet.

Cette action aurait d'autant plus de sens que le Département soutient le projet.

conseil imagitatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

52

Une trop faible implication des acteurs-relais

Différentes entrées pour différents secteurs



PIPRIAC ET SAINT GANTON

Les acteurs

Responsable opérationnel du projet : Denis Prost

Responsable politique : Franck Pichot (Conseiller général et président du Point Accueil Emploi)

Porteur de projet local : Point Accueil Emploi de Pipriac

Soutiens institutionnels : Conseil Régional, Conseil départemental

Le territoire

Surface du territoire : Communes de Pipriac et Saint-Ganton : 48,65 km² (Pipriac) – 14 km² (St Ganton)

Nombre d'habitants : 3600 habitants (Pipriac) – 450 habitants (Saint Ganton)

Nombre de personnes potentiellement concernées par le projet : 150 à 200



Périmètre du projet Territoires
Zéro Chômeur de longue durée
Source : ATD-Quart Monde

conseil imaginaire en développement durable

53

www.auxilia-conseil.com

4

Une vision qui reste à construire

Asso Galléco ✓
Organisation à but non lucratif

Je n'aime plus Partager Plus

Journal À propos Événements Lettre d'infos Galléco Plus

Une vision qui reste à construire



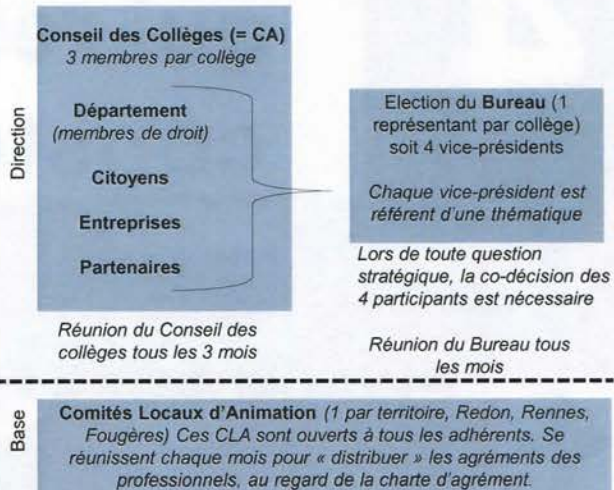
conseil imagitatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

55

Une gouvernance en question

A tous les niveaux

Les nombreux entretiens réalisés font état d'une gouvernance de la structure porteuse, l'association Galléco, qui pose question, que cela soit à la base ou dans les instances de direction.



conseil imagitatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

56

Une gouvernance en question

Manque de représentation des Collèges

• Le Conseil des collèges est l'instance représentative du projet, en garantissant un poids comparable aux citoyens, aux entreprises, aux partenaires et au Département (identifié comme membre de droit compte-tenu de l'historique et de sa participation au financement).
Un 5^{ème} collège, prévu à l'origine mais repoussé, sera constitué des collectivités partenaires.

• La place du Département interroge, tout comme le vocabulaire employé pour caractériser son rôle. Le Département n'est ici pas considéré comme une collectivité (au titre de ses possibilités de diffusion du Galléco grâce au paiement de services publics) / pas de collège « collectivité » encore constitué. Son rôle est plutôt « à part » et traduit son poids essentiel dans le financement de la structure, tout en reconnaissant son rôle dans le montage historique du projet.

• Cette place traduit la profondeur du débat, loin d'être anecdotique, et qui n'est toujours pas résolu, se résumant en ces termes :



• La spécificité du Galléco est d'avoir été initiée à l'origine par le Département (seule MLC en France), sur un territoire aussi vaste que trois bassins d'emploi distincts, tant dans son portage technique que politique. Une association loi 1901 a été certes très vite constituée avec une gouvernance classique (son Bureau, son Assemblée générale, ses statuts et la défense de valeurs spécifiques...)

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

57

Une gouvernance en question

Manque de représentation des Collèges

• Des liens très forts sont néanmoins toujours conservés avec l'administration, d'un point de vue du relationnel et d'une collaboration privilégiée : tous les 3 mois est organisée entre l'association et le Département une temps de travail et de suivi.

• Des élus départementaux siègent au conseil des collèges comme membres de droit mais sans prérogative supplémentaire, le Département est un partenaire et non un donneur d'ordre : ces éléments pourraient être satisfaisants si les finalités initiales du projet (et de fait celles du Département) au regard d'un objectif de développement territorial, ouvert et accessible à tous, étaient respectées.

• Comme détaillé plus bas, la vie même de l'association, son développement et son portage quotidiens, résultent d'un engagement citoyen, à fortiori dans le réseau des MLC. Les positions de chacun conduisent l'association Galléco, comme n'importe autre structure porteuse d'une MLC en France, à être, de façon légitime, à l'avant-garde de nouvelles pratiques citoyennes, aussi bien éthiques qu'exemplaires en faveur d'une consommation plus responsable.

• Ces positions militantes ne peuvent se diffuser que s'il y a suffisamment de latitude pour accepter, par exemple, des adhérents professionnels avec des pratiques imparfaites mais avec l'envie d'évoluer. Cette logique d'amélioration continue, doublée d'une empathie envers la personne qui souhaite faire évoluer son action, est la seule voie qui garantit véritablement une large diffusion de la monnaie locale complémentaire.

Ce positionnement a certainement freiné le développement territorial souhaité initialement par le Département

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

58

Une gouvernance en question

Faire du Bureau un comité de pilotage

• D'un point de vue pratique, la gouvernance du Bureau est difficile. La gestion du Bureau, composé de 4 vice-présidents, rend nécessaire la co-décision des 4 représentants pour tout point stratégique. Le Bureau se réunit chaque mois, ce qui se suppose une forte disponibilité de ces 4 mêmes représentants pour décider d'un commun accord. Bien que l'association (et ses deux salariés), parviennent à fonctionner bien évidemment de façon autonome au quotidien, ce point peut être bloquant (en cas d'absences) pour trancher certains points importants.

• Au regard de la composition et de la gestion du Bureau, deux manques sont particulièrement criants

- Une capacité de décision. Le Bureau est composé de 4 vice-présidents. Le choix a été fait de ne pas élire de Président à l'association, par souci démocratique. Ce choix, qui se respecte par ailleurs, ne favorise pas la prise de décisions. A ce titre, d'autres modèles existent dans un cadre associatif (cf l'Eusko) ou par le montage d'une SCIC. De nouveaux modes de gouvernance se référant à la sociocratie ou l'holocratie peuvent également être imaginés.

- Une représentativité des acteurs représentés. Limités à 4 collèges théoriques et 4 représentants nominativement élus, la composition du Bureau est très faiblement représentative, au regard de la diversité des intérêts pouvant (devant) être représentés : la constitution d'un comité de pilotage représentant les différents réseaux économiques, les partenaires associatifs, institutionnels, bancaires, etc. et à l'élargissement à une dizaine de représentants permettrait de fluidifier le processus de prise de décision, davantage représentatif.

Une gouvernance en question

Distribution des agréments par les CLA

• Les comités locaux d'animation (CLA) se réunissent chaque mois à Rennes et à Redon (plus de réunion à Fougères). Ouverts aux adhérents, citoyens ou professionnels, ils font remonter à l'association des échanges venant à la base et permettent de renouveler des temps de rencontres réguliers afin de faire vivre le réseau et la dynamique de groupe.

• Le rôle majeur des CLA réside néanmoins dans la diffusion des agréments pour les professionnels qui souhaitent adhérer au Galléco.

Une charte d'agrément cadre cette acceptation, sous forme de questions ouvertes, laissant de fait libre l'appréciation du CLA.

Une dizaine de personnes se réunit chaque mois à Redon, 5 environ à Rennes.

• Un biais réside dans ce processus : un petit nombre d'adhérents choisit pour l'ensemble et peut accorder / refuser des agréments selon des arguments formels ou bien au regard d'un ressenti militant. Le risque serait ainsi de refuser à des acteurs économiques le droit de rentrer dans le réseau car « non inscrits dans la norme voulue », et ce malgré la perspective d'une amélioration continue. Les impératifs de diffusion territoriale sont difficilement compatibles avec ce modèle de gouvernance.

Une gouvernance en question

Ce qu'il faut retenir de la gouvernance

- 1) Le rôle du Département, financeur est reconnu : il est membre de droit du Conseil des Collèges. Néanmoins, conformément aux statuts de l'association, il a, par ses représentants, a un rôle égal aux autres collèges.
- 2) Une gouvernance « simple sur le papier » mais un processus de décision complexe et bloquant dans sa mise en œuvre
- 3) Un objectif de diffusion, de développement territorial et d'amélioration continue, difficilement compatible avec la gouvernance de l'association en l'état

Une gouvernance en question

D'autres modèles, ailleurs

L'association Eusko a un modèle différent, il repose sur un Conseil des Collèges qui désigne à la fois le Comité de Pilotage et le Comité d'agrément.

-Le Conseil des Collèges : 42 membres composés de 9 représentants du collège Membres actifs eusko, 9 représentants du collège Utilisateurs eusko, 9 représentants du collège Prestataires eusko, 9 représentants du collège « Associations Valeurs fondatrices », 4 représentants du collège des associations bénéficiaires du 3% eusko (voir plus bas), et récemment 4 représentants du collège des collectivités

Le Conseil des Collèges est garant du respect des valeurs éthiques du projet. Les financeurs du projet ne sont par principe pas membres de droit

-Le comité de pilotage est l'équipe qui travaille à la mise en œuvre et au développement du projet. Il se réunit de façon hebdomadaire, avec deux co-présidents (entre 8 et 10 membres)

-Le comité d'agrément (10 membres environ) se réunit tous les mois pour étudier les demandes d'agrément et a latitude pour faire « jurisprudence » dans l'attribution des agréments.

Ce qu'il faut retenir :

- Un Conseil d'administration conséquent (en nombre) pour favoriser la représentativité de tous les partenaires, avec une attention particulière dans le respect des valeurs initialement portées
- Un Comité de pilotage ouvert à une dizaine de membres pour permettre la prise de décision tout en étant resserré à deux co-présidents
- un comité d'agrément, préalablement désigné, qui défend les valeurs historiques du projet tout en étant en capacité de faire des choix au nom de l'intérêt général

Le portage du projet

2 salariés et des bénévoles

L'association Galléco est portée au quotidien par 2 ETP salariés, une directrice et un chargé de développement commercial.

Plus de 40% du temps est consacré au démarchage de nouveaux adhérents et l'accompagnement des adhérents actuels. Un point reste difficilement appréciable, le temps consacré au montage des partenariats et mobilisation des acteurs-relais (considéré dans la catégorie « administration »).

Le détail de cette mission indispensable dans un objectif de diffusion gagnerait à être davantage précisé.

Le rôle des 2 ETP est appuyé par la mobilisation de bénévoles actifs (une trentaine estimée), en particulier l'animation de temps forts (et autres animations terrains pédagogiques) et le concours dans le recrutement de nouveaux adhérents.

1600 heures de bénévolat annuel sont estimées pour 30 bénévoles actifs.

L'importance du bénévolat est bien évidemment difficile à apprécier car la contribution de chaque bénévole est variable. Néanmoins, la comparaison avec d'autres MLC peut nous renseigner sur la situation propre au Galléco. Le Stück, MLC initiée à Strasbourg fin 2015 (et à l'échelle du bas-Rhin) compte 3000 heures de bénévolat (estimation annuelle) pour 70 bénévoles actifs (et 1 ETP). L'Eusko comptabilise plus de 6000 heures de bénévolat par année estimées.



Temps en % affecté aux différentes tâches par les 2 ETP

Projet avant tout citoyen, ces quelques chiffres traduisent la nécessité de développer le bénévolat pour le Galléco, du moins d'impliquer dans les faits davantage de bénévoles actifs.

Le portage du projet

2 salariés et des bénévoles

Initiative à la base citoyenne, rares sont les MLC disposant d'un ETP salarié pour appuyer et structurer l'action des bénévoles. Les MLC bénéficiant de cette ressource comptent en moyenne entre 1 et 2 ETP, ETP pouvant par ailleurs être mutualisés avec d'autres structures associatives (ESS). Ces postes sont bien souvent dits *aidés*, autrement dit portés par un tiers ou financés par un dispositif de soutien.

Ainsi, à l'origine (lors du lancement du projet), les 4 ETP du Sol Violette, sont pris en charge directement par la Mairie de Toulouse.

Le modèle de l'Eusko demeure à ce jour unique et particulièrement atypique, en ayant dès 2013, investi dans une équipe professionnelle et structurée autour de valeurs partagées et d'objectifs d'adhésion strictes.

Ce qu'il faut retenir du portage salarial de l'Eusko

- 1) Dès la création des statuts et le montage du projet, un plan de développement à 3 ans vise l'autofinancement de la masse salariale
- 2) Le modèle salarial retenu (parti-pris post-DLA) est construit autour de l'insertion et du Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi – CUI-CAE (le DLA a permis de mieux faire correspondre les compétences des salariés avec les objectifs du projet). Un même modèle CUI-CAE a été retenu pour développer la Gonette.
- 3) 3 chargés de développement de l'Eusko sont recrutés en CAE – 26h/semaine (avec aire géographique distincte, portefeuille de prestataires et objectifs). Les objectifs à atteindre pour chacun de ses « chefs de secteur » sont annuellement obtenir 90% de renouvellement de son leur « portefeuille d'adhésions » et 5 nouvelles adhésions de professionnels par mois.
- 4) 1 coordinatrice d'équipe est recrutée pour (profil du poste : ancienne chargée de développement, > 50 ans, 32 h/semaine, bénéficie d'un CAE sur 5 ans)
- 5) L'objectif est une mise en capacité rapide des chargés de développement par des formations internalisées ou externalisées via un partenaire (management, cours de basque, etc.)

Financement de l'association

Pas de diversité des sources de financement

Les MLC étudiées ont des modèles de financement radicalement différents : néanmoins elles essaient toutes de tendre vers davantage d'autofinancement.

Le Galléco est la MLC (parmi les MLC étudiées), la moins autofinancée, dépendante à plus de 85% du financement public : le Département est le seul financeur, Rennes Métropole s'étant engagée à concourir au financement en 2016.

	Budget annuel	Part d'autofinancement de l'association	% Financement public (€)	Estimation des subventions publiques / an
Sol Violette	250000	33%	35%	137500 €
Galleco	100000	10%	87%	87000 €
Eusko	160000	45%	25%	40000 €

Les autres monnaies ont des modèles de financement davantage diversifiés.

Historiquement, le Sol Violette a bénéficié largement du soutien de la Mairie de Toulouse. Voté en conseil municipal en décembre 2010, et mis en circulation le 6 mai 2011, le Sol Violette bénéficie depuis sa création de l'aide logistique et financière de la municipalité sous la forme d'une subvention de 130 000 € par an, et de quatre équivalents temps plein pris en charge par la mairie.

Le Sol Violette a engagé depuis un plan de diversification de son modèle de financement sur 3 ans (2012-2014, pour tenter de parvenir à un financement équilibré :

1/3 de financement public (collectivités) ; 1/3 d'auto-financement (adhésions) ; 1/3 de financement « privé » (réponse à appel à projets, financement participatif...)

En 2016, 55% de son financement reste public mais le montant des adhésions couvre désormais 35% de son budget.

Financement de l'association

Un trop faible autofinancement

Son financement d'ordre privé est fonction des opportunités : une collaboration avec la Fondation MACIF a à ce jour été engagée. A noter que l'association Sol-violette instruit sa demande de reconnaissance d'intérêt général pour permettre la réduction d'impôt pour don (d'un montant en principe égal à 66% de la somme versée dans la limite de 20% du revenu imposable.)

L'Eusko bénéficie de subventions publiques provenant de la région Aquitaine, du Conseil départemental, de communes, de l'Agglomération du Pays Basque ainsi que de l'office Public de la langue basque. Ces subventions assurent le quart de son budget, les aides d'État sur les salaires (CUI-CAE) un autre quart. Plus de 45% du budget est à ce jour auto-financé (cotisations d'adhésions).

Cette tendance générale des MLC vers l'auto-financement est également vraie pour les monnaies récemment créées. Le Stück (monnaie strasbourgeoise), a dès son lancement en 2015 initié un prévisionnel d'autofinancement dans les 4 à 6 ans qui suivent. En 2015, le financement de l'association est composé de 73 % de subventions (collectivités, fondations...) et de 27 % d'autofinancement. D'après son modèle économique, l'association pourra atteindre un taux d'autofinancement de 92 % dans 6 ans, avec un objectif de 4000 usagers et 800 professionnels adhérents.

Une diversité du financement du Stück a été précocement recherchée : collecte de 10.000€ (par 200 donateurs) par le biais d'une plateforme de financement participative pour financer l'impression des billets, sollicitation d'une aide de 10000 euros auprès de la Fabrique AVIVA pour financer 50 % d'un ETP, dédié au développement du réseau professionnel, etc.).

Au final, un modèle économique 50% autofinancement / 50 % subventions ou fondations semble être le bon équilibre durable des modèles en place.

Investissement local

Le rôle des fonds d'investissement

Fonds de réserve et fonds d'investissement en Pays Basque

Les euros récoltés sont conservés sur un compte en banque et constituent le fonds de réserve. Ce fonds de réserve est placé auprès d'une institution financière solidaire et éthique, la Caisse Solidaire de Nord-Pas-de-Calais. Une convention de partenariat entre Euskal Moneta (l'association portant l'Eusko), la Caisse Solidaire et la société Herrikoa (société de capital risque pour le développement économique en Pays Basque) a créé un « fonds d'investissement » pour le financement de projets structurants au Pays Basque en phase avec les objectifs de l'eusko.

Pour 100€ placés à la Caisse Solidaire (fonds de réserve), 70€ sont directement injectés dans le fonds d'investissement (et donc pouvant être réinvestis à des projets locaux sous forme de prêt), et 30€ sont abondés par Herrikoa sur ses réserves.

Cette équivalence « fonds d'investissement = masse monétaire en cours de circulation » permet à l'Eusko de valoriser sa démarche en jouant sur une campagne de communication efficace : **L'Eusko compte double** (1 € vaut 1 eusko, et l'euro collecté est prêté à des projets structurants socialement et localement).

Cette démultiplication monétaire avec le développement de fonds d'investissement est un enjeu réel car permet de réinjecter les euros déposés et les orienter vers des projets locaux répondant aux valeurs des projets de MLC et plus largement des projets de territoire.

Cela génère un élargissement des réseaux autour du projet de MLC vers l'ESS et finances solidaires, élargissement tout sauf naturel jusqu'ici dans les projets observés.

conseil imaginatif en développement durable 67
www.auditia-conseil.com

Investissement local

Le rôle des fonds d'investissement

Un investissement local spécifique à l'Eusko ?

Cette capacité à investir localement n'est pas en soi une spécificité de l'Eusko et de ses partenaires financiers..

Le Crédit Coopératif, partenaire financier du Galléco (où est conservé le fonds de réserve) a dans ses produits deux livrets qui correspondent globalement aux valeurs défendues par l'Eusko : un livret Troisième Révolution Industrielle (TRI) en Nord-Pas-de-Calais qui vient financer des projets en matière de transition énergétique dans ce territoire, et un livret « Coopération pour ma Région » (l'argent déposé vient abonder des prêts pour des entreprises bretonnes à valeur ajoutée locale).

Ces produits existent donc déjà au sein du Crédit Coopératif : le fonds de réserve constitué finance ainsi des prêts à des entreprises et associations locales. Le secret bancaire de rigueur doit néanmoins être respecté à savoir que le nom du bénéficiaire reste confidentiel, seul pourrait être communiqué le secteur d'activités.

La spécificité de l'Eusko réside ainsi dans la pertinence de son montage pour en faire non un livret supplémentaire mais bel et bien un fonds d'investissement spécifique, constitué à l'origine sur les réserves d'Herrikoa, la société capital risque d'un montant égal aux euskos en circulation (à ce jour – mai 2016 – 410.000€)

La Caisse Solidaire a rejoint le projet et porte le fonds de réserve, avant tout, grâce au soutien d'Herrikoa.

Les financements issus de ce fonds peuvent être réinjectés sous forme de prise de capital ou de compte-courant d'associé pour un besoin en fonds de roulement ou de trésorerie.

conseil imaginatif en développement durable 68
www.auditia-conseil.com

Investissement local

Le rôle des fonds d'investissement locaux

A ce jour, 80.000 € ont été déjà investis dans deux entreprises (Hodei et Kom'on). Des critères propres à l'Eusko et à Herrikoa sont analysés (pré-sélection avant remplissage d'un dossier de demande par le Comité d'agrément de l'Eusko).

Le financement par ce fonds d'investissement (prise de participation) n'est pas soumis par le secret bancaire et permet par conséquent de communiquer sur le nom des lauréats (proximité renforcée). Ainsi, et comme évoqué plus haut, l'autre spécificité de l'Eusko réside dans un savoir-faire efficace en matière de communication, particulièrement efficace pour les professionnels.

Ce financement local se double en effet d'un processus d'implication attractive vers de futurs adhérents associatifs. Lors de toute (re)conversion d'euskos en euros par des professionnels, 5% de frais de commission sont prélevés par l'association.

3% sont redistribués directement sous forme de soutien financier vers des associations locales (choisies de façon collégiale par le comité d'agrément) qui n'appartiennent pas nécessairement au réseau Eusko.

Ce soutien vise au final trois objectifs :

- 1) D'abord un soutien financier direct, simple et efficace aux projets associatifs locaux à forte valeur ajoutée sociale
- 2) De plus, cette redistribution a un effet impactant sur le recrutement de nouveaux acteurs associatifs en les engageant de façon déterminante et en les « convaincant » par l'exemple de rejoindre de le collectif
- 3) Enfin, cette technique « du pied dans la porte », particulièrement agile, s'accompagne d'un « démarchage commercial » autour de l'association bénéficiaire, assuré par les chargés de développement ou par les bénévoles : un soutien par le 3% à une association de parents d'élèves s'accompagne d'un démarchage actif autour de l'école pour recruter autour de cette tête de pont » les commerces du quartier.

www.auxilia-conseil.com 69

Paieement des services publics

L'intérêt de l'autorisation de paiement

La question du paiement des services publics est une question que s'est posée toute MLC souhaitant franchir un pallier dans son développement. Le paiement des services publics ouvre une capacité de diffusion très importante, en ouvrant au Galléco un champ de prestations possibles parmi lesquelles se recoupent les actions des collectivités en faveur du transport, des activités culturelles et sportives, de la restauration scolaire, etc.

L'analyse de la Direction Régionale des Finances Publiques (qui interroge la Direction Nationale des Finances Publiques) est un préalable indispensable à la mise en place de dispositif de paiement en MLC dans des services publics locaux

A ce jour, seules deux collectivités en France ont pu accepter une MLC comme titre de paiement pour un service public, la Mairie de Blanquefort-sur-Briance et la Communauté d'agglomération du Boulonnais (Boulogne-sur-Mer). Sonantes est en cours de finalisation de son dossier

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com 70

Paieement des services publics

Ce que les textes disent

Après analyse des courriers émis (en 2013) par les deux collectivités locales demandeuses, deux éléments d'information sont précisés par la DRFIP :

- 1) Tout instrument de paiement émis dans une monnaie alternative à l'euro est contraire aux dispositions de l'article L.111-1 du Code Monétaire et Financier (CMF), qui désigne l'euro comme seule monnaie ayant cours légal en France.
- 2) La MLC (en l'occurrence l'Abeille à Blanquefort et la Bou'sol à Boulogne), par son fonctionnement et ses caractéristiques s'apparentent davantage à un titre spécial de paiement basé sur l'article L.341-1 du CMF, à savoir un titre de services.
- 3) Il s'agit donc d'un instrument de paiement au sens de l'article L.521-3 paragraphe II du CMF ayant vocation à être encaissé par les personnes morales de droit public.
- 4) La collectivité peut donc utiliser ce type d'instrument de paiement, sous couvert d'adhérer au système de remboursement de ces titres (conversion de la MLC en euro).

Ces éléments d'acceptation, rendus possibles par l'interprétation de la DRFIP, datent de 2013.

La loi du 31 juillet 2014 a introduit les MLC dans le CMF en leur consacrant une section spécifique, il nous semble permis de penser que les MLC, dont le Galléco, constituent aujourd'hui un moyen ou instrument de paiement prévu par le code.

En effet, d'après l'instruction BUDE 1320991J du 22 juillet 2013 précisant les modalités d'application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, « tout instrument nouveau, créé à l'avenir et entrant dans le code [monétaire et financier] pourra donc être accepté dans des conditions qui seront alors précisées par la DGFiP [Direction Générale des Finances Publiques] ».

Paieement des services publics

Ce que les textes disent

Les MLC devraient donc pouvoir être acceptées à l'encaissement par les collectivités territoriales et leurs régies mais que cette possibilité est suspendue à des conditions devant être précisées par la DGFiP.

L'acceptation des MLC à l'encaissement devraient être soumise a minima aux conditions suivantes, sous réserve des précisions attendues de la DGFiP :

- l'ordonnateur de la collectivité concernée doit accepter ce mode de paiement et doit expressément adhérer au dispositif (en l'occurrence en devenant membre du réseau de la monnaie locale et en souscrivant aux conditions générales d'utilisation de la monnaie locale) ;
- l'assemblée délibérante de la collectivité doit autoriser la prise en charge de tous les coûts d'investissement ou de fonctionnement afférents à l'instrument de paiement (tels que la pénalité de remboursement) ;
- en cas de mise en place de ce dispositif de paiement au sein d'une régie, l'acte constitutif de la régie doit être modifié pour autoriser ce nouveau mode d'encaissement.

Il est à noter que le paiement des impôts et taxes prévus par le code général des impôts fait l'objet de règles particulières, dérogatoires aux règles générales, qui ne permettent pas les paiements en MLC.

S'agissant des dépenses des personnes publiques, il nous semble que celles-ci ne peuvent être effectuées en MLC en l'état des textes, car l'arrêté du 24 décembre 2012 pris en application du décret susvisé du 7 novembre 2012 ne mentionne pas les MLC parmi les moyens de paiements, limitativement énumérés, pouvant être utilisés. Une modification de ce texte serait donc nécessaire pour que des dépenses puissent être effectuées en MLC par les collectivités territoriales.

Paielement des services publics

Co-construction avec les collectivités

Au regard des textes actuels, aujourd'hui rien ne l'interdit a priori mais rien ne l'autorise explicitement. La possibilité de passer outre les difficultés techniques et autres blocages intériorisés par les services comptables repose avant tout sur la capacité de mobilisation des élus pour « faire jurisprudence par l'action ».

Au-delà des considérations d'ordre pratique et juridique, des délais entre deux courriers qui perturbent la gestion du projet, de la complexité des demandes et de l'incompréhension générée par les silences de la DRFIP, la véritable question qu'il revient à poser, en vue de la diffusion du Galléco : les élus départementaux sont-ils prêts pour faire jurisprudence par l'action et d'appuyer, auprès de leurs interlocuteurs nationaux, la valeur-ajoutée de la MLC Galléco ?

Depuis 2014, les demandes d'autorisation de paiement en MLC de services publics se font à la fois de façon plus pressante et plus professionnelle. Ainsi à l'échelle de la SEMITAN (Transports de l'Agglomération Nantaise), 1 guichet TPE est programmé qui acceptera Sonantes.

La démarche de l'Eusko en ce sens est intéressante à étudier car professionnalise une approche collective en « mutualisant » l'intérêt de municipalités.

D'une façon générale, un processus d'adhésion des collectivités à l'Eusko a été construit avec elles, leur permettant de bénéficier d'animations prises en charge par l'association sur leur territoire.

A ce jour, 2 premières demandes ont été actuellement déposées à la DRFIP pour le paiement de régies municipale, à la cantine d'Hendaye et à la piscine Ustaritz (ces deux services sont des régies).

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

73

Paielement des services publics

Co-construction avec les collectivités

Un second travail collectif a été conduit avec 5 mairies pour étudier de façon concrète les leviers d'actions permettant « d'optimiser » l'entrée des communes dans le réseau.

De façon pragmatique, cette réflexion a conduit à enlever les frais de conversion (5%) pour faciliter l'entrée des collectivités et le travail des trésoreries, le « manque à gagner » pour l'association étant compensée par une cotisation « bonifiée » [Cotisation 10 cent / hab jusqu'à 5000 hab ; 5 cent/hab après 5000 hab].

Outre cette facilitation dans la gestion financière des régisseurs, le groupe de travail a produit une boîte à outil permettant « d'automatiser » l'acceptation de la MLC dans les mairies: délibération type, convention type, grille formalisée de tarification, courrier-type de demande d'autorisation de paiement de services en eusko...

L'exemple de l'Eusko nous démontre l'importance vitale de mobiliser des réseaux de collectivités (et ainsi de développer le Galléco avec un collectif intercollectivité). Le cas échéant, la DGFIP continuera à répondre « lentement » au cas par cas, comme c'est le cas avec la demande en cours pour le Galléco.

L'intercollectivité facilite ce travail de « lobbying », à faire par les élus. D'autres décisions symboliques, comme le paiement des indemnités des élus en MLC et une rémunération en partie en Galléco des agents (sur la base du volontariat) peut être un symbole fort mêlé à une possibilité d'écouler les MLC collectées.

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

74

Païement des services publics

Pour une jurisprudence par l'action

Au final, les retours d'expérience « en interne » au sein de Sonantes et d'Eusko montrent deux « tendances » dans l'interprétation rendue par la DRFIP : une régie en direct semble une condition nécessaire pour permettre le paiement de MLC dans des « petites » communes, tandis que l'acceptation pour une collectivité de taille importante (EPCI, Département, etc.) sera facilitée si le service est déléguée en DSP.

Enfin, et au regard de l'évaluation intrinsèque visant à (re)préciser le rôle du Département dans le soutien accordé au Galléco, nos partis-pris sont les suivants :

- 1) Si c'est un sujet important, le paiement de services publics n'est pas LA question prioritaire pour le développement de la MLC, contrairement à un impératif de reterritorialisation de la monnaie avec les collectivités locales
- 2) De façon générale, et si le Département souhaite avancer sur ce paiement des services publics, il sera indispensable qu'il soit accompagné tout au long des démarches (à la réponse de la DRFIP au courrier du Département adressé le 25/02/2016) d'une expertise juridique permettant de réagir sur les interprétations rendues.
- 3) Enfin, un entre-deux plus simple à développer à court terme, est de travailler sur la question d'une partie des subventions accordées aux associations sous forme de Galléco.

La monnaie numérique

L'enjeu d'une meilleure acceptation

Le passage au numérique est clairement un enjeu essentiel qui conditionne, sans toutefois garantir, une plus large diffusion à de nouveaux usagers, tant particuliers que professionnels.

Toutes les MLC qui souhaitent se développer envisage désormais sérieusement cette évolution mais seule SoNantes a à ce jour concrétisé l'idée en action.

SoNantes est donc la 1ère monnaie française à être destinée à la fois aux entreprises et aux citoyens, à être 100% numérique et non reconvertible.

L'usage de Sonantes sera d'autant plus simple à compter de la mi-juin, avec l'intégration à l'application « Nantes dans ma Poche » (application qui réunit des données de services géolocalisés) : elle permettra aux adhérents de repérer les professionnels acceptant les SoNantes simplement depuis leur smartphone.

Les fonctionnalités pour l'utilisateur seront :

- Je peux identifier les commerces acceptant la SoNantes sur une zone géographique ou un type de service (loisirs, restauration...).
- Je peux être alerté des nouveaux commerçants rejoignant le réseau. Monnaie numérique et Open Data

Dans le cadre de l'intégration de l'application Nantes dans ma poche et dans un souci de transparence, la SoNantes a fait le choix d'ouvrir ses données concernant les professionnels adhérents et leurs bons plans, en les mettant à disposition sur le portail open data de Nantes Métropole. Ces données normalisées et accessibles via une API permettent à des acteurs locaux d'intégrer ces informations non confidentielles, actualisées quotidiennement (de type offre promotionnelle), relatives à la monnaie locale SoNantes. Cette démarche s'inscrit dans une logique de collaboration avec l'ensemble des acteurs du territoire, de transparence, mais aussi d'innovation afin que chacun puisse s'approprier cette monnaie numérique complémentaire et la développer à son niveau.

La monnaie numérique

L'enjeu d'une meilleure acceptation

Cet investissement fort de Sonantes en faveur du numérique, le projet d'une monnaie numérique au cœur du développement du Galléco [et la proximité entre les deux métropoles induisant une collaboration naturelle] nous conduisent à réfléchir à la préconisation d'une mutualisation technique et financière avec SoNantes (objet du volet préconisation de ce rapport).

Le Sol Violette réfléchit à la question mais est freiné par l'investissement important nécessaire (l'association l'estime à 60 à 80.000 euros) et aussi par une projection dans l'évolution des métiers qui n'est pas neutre : le numérique rend par exemple nécessaire le développement de fonctions-support de type « service après-vente » pour accompagner les transactions numériques.

L'Eusko s'est également positionné avec une demande d'exemption d'agrément bancaire à l'ACPR et en parallèle un travail sur les logiciels supports des transactions. Grâce au financement du Conseil Régional et de fondations privées, un logiciel libre est en cours de construction. Il sera librement accessible à toutes les MLC qui en feront la demande, avec pour seul critère, la nécessité d'adopter les logiciels utilisés (CRM & CYCLOS).

S'il faudra attendre le résultat des travaux et les services rendus par l'application numérique nous nous pensons néanmoins que cette diffusion en logiciel libre représentera un virage sans précédent dans le développement des MLC en France pour répondre à l'aspect bloquant maintes fois évoquées de la monnaie papier.

L'association Galléco, qui bénéficie d'un financement de Rennes Métropole dans le cadre d'une réponse à appel à projet pour expérimenter l'usage du numérique, doit nécessairement être vigilant quant à l'actualité des projets français (Eusko, Sonantes), pour s'inspirer, voire profiter des avancées en ce domaine.

A ce titre, l'association Galléco réfléchit à des pistes de travail pour mutualiser certains besoins avec des MLC bretonnes (par exemple mutualiser les coûts de recrutement d'un chef de projet numérique).

www.auxilia-conseil.com

77

Une plateforme inter-entreprise

Faciliter l'usage par les professionnels

SoNantes inspire une préconisation plus générale pour les MLC qui peut concerner le Galléco et l'Ille et Vilaine.

L'objectif de SoNantes était de trouver des synergies entre les monnaies locales associatives-citoyennes et les monnaies régionales, qui opèrent à une plus grande échelle et visent en priorité à renforcer les échanges interentreprises.

Les monnaies régionales existent déjà en Italie et en Suisse, mais en France aucun projet avant SoNantes n'avait véritablement vu le jour.

SoNantes a été lancé à l'origine comme une pure monnaie d'entreprises, mais il inclut désormais les habitants dans les échanges, et c'est une véritable innovation en France.

Entre les deux types de monnaies, il y a des formes de mutualisation et de coopération humaine et technique à inventer. Ces monnaies n'ont pas le même objet et ne se concurrencent pas, certains adhérents peuvent sans problème appartenir à plusieurs circuits à la fois. Mais elles peuvent s'aider mutuellement. Ce rapprochement n'est pas toujours simple à envisager, mais l'alternative du « chacun pour soi » risque d'affaiblir tout le monde.

La monnaie SoNantes a aussi son association citoyenne, la SoNantaise. C'est l'instance citoyenne, qui réunit l'ensemble des utilisateurs de la monnaie complémentaire SoNantes. C'est la structure du dialogue citoyen, d'évaluation, d'animation du projet. Elle organise le caractère participatif de la monnaie locale pour qu'une large participation émerge et puisse garantir la réussite de SoNantes.

La proposition de plateforme régionale, proposition formulée dans la mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux (M. Magnen et M. Fouré), en pratique s'appuyant ici sur une collaboration active entre SoNantes et Galléco, pourrait être imaginée.

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

78

Diversification des missions

L'action envers les publics fragilisés

Des actions de diversification ont été menées par les MLC selon les opportunités de rencontre ou les différents réseaux investis. Diversifier son activité revient avant tout à la MLC à légitimer son action locale, en établissant expertise et une palette d'intervention au service de tous, mais aussi à étudier de nouvelles pistes pour diversifier son financement.

L'action, atypique, du Sol Violette envers les chômeurs, en est un bel exemple, pour sortir du cercle des convaincus et aller là où on n'attendait pas le Sol.

Le Sol Violette a accompagné 3 Maisons de Chômeurs de l'agglomération toulousaine dans un projet de (re)mise en capacité des chômeurs à se réinsérer humainement et professionnellement, en agissant par exemple sur la consommation, et en premier une alimentation saine et de qualité.

Par un financement de la Mairie de Toulouse, la Maison des Chômeurs a redistribué des Sols, « engageants » le bénéficiaire volontaire à rejoindre la dynamique de groupe et participer aux actions de remise en capacité (ateliers, etc.).

Cette somme reversée était de 30 Sols / mois (30 euros équivalents), pour 30 personnes bénéficiaires.

Les retours s'ils sont difficilement quantifiables sont néanmoins a priori unanimes. Témoignage de Pascal, adhérents d'une Maison de Chômeurs toulousaine : « [...] On consomme moins mais mieux. Avec des Sol-Violette entre les mains, tu fais plus attention à comment les utiliser car ils ont une toute autre connotation »

Diversification des missions

L'action envers les publics fragilisés

Ce projet instructif à bien des égards fait ressortir la nécessité d'un co-portage de ce type d'action avec les professionnels du secteur. Le projet, construit entièrement par l'association Sol Violette, a consommé beaucoup de temps et d'énergie pour les salariés et les bénévoles de l'association afin de se mettre en capacité de travailler avec ces publics fragilisés, démontrant qu'une articulation fine doit être trouvée entre les bonnes intentions et l'expertise de terrain.

Ce retour d'expérience nous intéresse pour le développement du Galléco. Il est clair que l'association qui porte la monnaie n'a pas vocation à porter ce type de projets mais plutôt d'une fonction-ressource et un outil au service des politiques sociales, aux côtés des professionnels et des experts du secteur.

Quel(s) projet(s) a l'association ?

Plusieurs projets...

Plusieurs projets figurent parmi les priorités ou sujets de réflexion de l'association Galléco, parmi lesquelles :



conseil imaginaire en développement durable 81
www.auxilia-conseil.com

Quel(s) projet(s) a l'association ?

... une vision à développer

Si les projets cités par l'association vont « dans le bon sens » en s'inspirant notamment de retours d'expérience nationaux, il nous semble que n'est pas assez considérée la nécessité de professionnaliser l'action en ayant une politique active et engageante de diffusion de la MLC, autrement dit :

- Une action professionnelle de diffusion par secteur géographique et secteur d'activité ciblée, avec objectif d'adhésion / réadhésion de de l'équipe commerciale
- Des acteurs-relais de certains secteurs aujourd'hui trop peu voir pas du tout engagés
- L'implication essentielle des collectivités locales, de leurs élus et équipes techniques

In fine, se pose la question de la pérennité du modèle économique de l'association Galléco à ce jour. L'ensemble des MLC étudiées pose comme objectif à court terme un autofinancement (sur les cotisations d'adhésions, notamment des professionnels) à minima de 50%.

Objectif visé par l'association : 20% contre 10 à ce jour : il convient impérativement de prioriser la diversification des ressources de financement (collectivités, fondations, frais d'adhésion, conversion, financement participatif) comme préalable indispensable à la diffusion de la monnaie. Cette diversification des sources de financement est à lier à l'évolution de la gouvernance de structure (processus de décision et partage de responsabilités, portage salarial de la structure porteuse, etc.)

conseil imaginaire en développement durable 82
www.auxilia-conseil.com

Quel(s) projet(s) a l'association ?

... une vision à développer

Mais plus globalement se pose la question du sens donné à la monnaie, de sa vision stratégique et ses finalités, de sa valeur-ajoutée réelle pour les territoires et ses habitants, et au final l'histoire collective que ce projet raconte, sur l'évolution de nos rapports (en tant que citoyen-consommateur) au(x) territoire(s).

Les réflexions sur les outils et leviers d'action pour améliorer sa diffusion (numérique, paiement des services publics, plateforme BtoB...) masquent l'essentiel à savoir la construction du projet stratégique pour le développement du Galléco et la réponse à sa finalité première.

A ce jour, et au-delà des objectifs annoncés, la vision stratégique autour du Galléco peut se résumer à deux finalités, évidemment non contradictoires, mais qui demeurent à préciser (et prioriser ?)

Orienter de façon responsable la consommation des particuliers

Redynamiser l'économie locale de proximité

L'orientation de la consommation est clairement un objectif militant, juste et légitime du collectif citoyen. Son approche paraît cependant difficilement conciliable avec une perspective plus large de diffusion, visant à soutenir l'économie locale. Les difficultés formulées par ailleurs, tant dans la gouvernance dans le positionnement du Département, résulte dans ce débat non tranché.

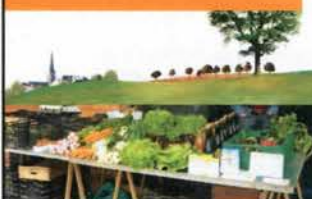
Nous verrons plus loin comment ce débat peut être résolu, et comment le Département y (re)trouve sa place.

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

83

5

Lire autrement la valeur-ajoutée du Galléco



Ce diptyque vous permet de découvrir les différents aspects locaux du territoire en lien avec les producteurs ainsi que les lieux où leurs produits sont distribués.

« à la ferme »

Flyer Produits de la ferme et marchés du Pays de Rennes



**Où trouver
des produits locaux
en vente directe
sur le Pays de Rennes ?**

À la ferme, sur les marchés, en magasin de producteurs, en SMAP et points de vente.

Bienvenue à la Ferme

21 agriculteurs du Pays de Rennes adhèrent au réseau Bienvenue à la Ferme. Ils proposent différentes prestations d'hébergement et de loisirs à la ferme, mais aussi les bons produits de leurs fermes. Les adhérents « Bienvenue à la Ferme » s'engagent à garantir la qualité de leurs produits et de leurs prestations en respectant des chartes nationales. Par la vente de leurs produits fermiers, les adhérents « Bienvenue à la Ferme » produisant fermiers du Pays de Rennes développent des relations de proximité avec les habitants.

www.bienvenuealaferme.com tel 02 23 48 35 10

L'Agriculture Biologique

L'agriculture biologique est un mode de production garantissant le non utilisation de produits chimiques de synthèse, ni d'engrais chimiques, ni d'OGM, y compris dans l'alimentation des animaux. Un cahier des charges spécifique assure que le bio respecte la santé, l'environnement, la qualité de l'eau. Agrobio est l'organisme qui regroupe les agriculteurs qui ont choisi la bio en Ile et Vilaine.

www.bioagroble-bretagne.org tel 02 99 77 99 46

Produits Paysans

Les produits paysans sont fabriqués par le paysan sur la ferme ou dans un atelier collectif, avec des matières premières végétales ou animales provenant de ses cultures ou de ses élevages et travaillées de façon artisanale et traditionnelle. Le paysan garantit la qualité fermière de ses produits et respecte la charte éthique Accord Paysan.

www.accordpaysan-bretagne.com

Bleu-Blanc-Cœur

Comment quantifier...

... la valeur socio-économique de la MLC ?

Il est difficile, voire impossible, de quantifier, de façon chiffrée, et au regard d'indicateurs traditionnels, la valeur-ajoutée économique du Galléco comme de toute MLC.

Des chiffres circulent notamment sur l'évasion territoriale de la monnaie dans le cadre d'échanges classiques de biens et de services.

« En effet, dans le système monétaire classique 95 % des richesses créées s'évaporent dans les marchés financiers (économie financière). 5% seulement restent dans l'économie réelle mais internationale, et seuls 0.5% de ces richesses restent dans l'économie locale.

La MLC, investie uniquement dans le bassin de vie donné, évite les fuites de richesses à l'extérieur du territoire » Source : François Morin, Le nouveau mur de l'argent, 2006.

Il est néanmoins difficile de mesurer précisément ces éléments à l'échelle du territoire d'Ille-et-Vilaine, ni même la contribution effective du Galléco à cet évitement des fuites de richesses.

La vitesse de rotation de la MLC est souvent avancée comme argument supplémentaire, deux à trois fois plus rapide que l'euro, car la MLC bénéficie directement à la consommation et ne peut être placée. Cet indicateur est par nature très difficile à calculer précisément car supposerait de connaître le chiffre d'affaires des utilisateurs professionnels et la contribution de la MLC dans ces chiffres.

Faute de données recueillies, il est impossible d'aller plus loin dans l'analyse quantitative. [Pour comparaison, l'évaluation récente du Wir, monnaie locale suisse créée en 1934, qui indique une augmentation de 5% du chiffre d'affaires des entreprises utilisatrices. Ce chiffre souligne l'intérêt économique réel de la MLC pour les utilisateurs, tout en relativisant les bénéfices attendus.

<https://regulation.revues.org/>

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

85

Comment quantifier...

... la valeur socio-économique de la MLC ?

Ces difficultés à préciser supposent de s'intéresser en parallèle à des critères d'appréciations qualitatives. A ce titre, les MLC rejoignent un certain nombre de préoccupations actuelles, de moyens d'appartenance à un bassin de vie retrouvé, des valeurs fortes autour du mieux-vivre et du bien-être, et in fine rejoignent les attentes des citoyens (cf. l'engouement suite au film Demain).

Le Galléco est un succès évident et arrive à rencontrer son public. Ce point traduit bien néanmoins la difficulté essentielle qui est de parvenir à professionnaliser la structure porteuse pour tendre à une diffusion large du dispositif. La diffusion, confidentielle à ce jour, risque d'être entretenue par des critères d'entrée trop stricts (militants et légitimes car portés par un collectif de citoyens bénévoles).

Face à cette incapacité à traduire quantitativement la valeur-ajoutée économique du Galléco (comme de toute MLC) et comme il est impossible de se satisfaire d'une appréciation qualitative (pour/contre, satisfaits/non-satisfaits), il est essentiel de construire une nouvelle grille de lecture des MLC, pour mieux comprendre son apport pour les territoires.

Cette grille de lecture est centrée autour des besoins primaires des habitants à satisfaire localement par les territoires.

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

86

La lecture par les besoins primaires

Eléments de définition

L'analyse des MLC au regard de la couverture des besoins primaires permet d'inscrire le Galléco dans le quotidien des habitants, en arguant du fait que les MLC vont répondre avant tout aux besoins fondamentaux indispensables à la vie dans les territoires.

Ce socle commun de la couverture de certains besoins va particulièrement nous intéresser dans la perspective de positionner le Galléco comme un outil au service du développement local et des solidarités territoriales, au nom de l'action du Département.

Inspirés de la pyramide de Maslow, nous pouvons proposer 5 besoins primaires et fondamentaux, indispensables à couvrir dans la perspective d'un développement local de proximité.



La lecture par les besoins primaires

Eléments de définition

Ces 5 besoins primaires sont les piliers d'un développement économique endogène. Garantir la proximité de l'accès à ces activités, vues comme autant de droits pour l'habitant, est un objectif d'autant plus criant pour toute collectivité, et à fortiori pour le Département, dans un contexte de fermeture de services publics et de déprise du commerce de proximité dans les quartiers populaires comme dans les territoires « hyper-ruraux », laissant de fait à la marge une partie de la population, avec toutes les conséquences que cela implique.

L'analyse de la couverture des besoins primaires du Galléco a été faite à l'échelle des territoires de diffusion de Rennes et Redon. Compte-tenu du contexte spécifique du Pays de Fougères en la matière, ce territoire n'a pas été intégré dans l'analyse.

L'identification des structures professionnelles adhérentes au Galléco (selon leur réponse aux 5 besoins primaires) a ainsi été faite à l'échelle de l'ensemble des 2 territoires d'étude, puis spécifiquement à l'échelle de Redon et de Rennes.

Code couleur utilisé :



La lecture par les besoins primaires

A l'échelle de Redon et de Rennes

A l'échelle des territoires de Redon et de Rennes



L'analyse de la couverture des besoins primaires montre la réponse actuelle du Galléco et son potentiel à « rentrer » dans le quotidien des habitants.

En effet, l'ensemble des fonctions sont couvertes, certes de façon anecdotique à ce jour (« Se loger », « Se déplacer », « Se soigner ») mais donne une perspective de travail intéressante « afin de parler au plus grand nombre ». L'ensemble des variables de l'équation sont en effet en place pour faire du Galléco un outil au service du développement local : **plus de 67% des structures adhérentes répondent à ces 5 besoins.**

Notons également la forte représentativité des fonctions « Se cultiver » et « Se nourrir » qui, sans surprise, oriente la monnaie vers des fonctions culturelles mais aussi et surtout alimentaires.

Parmi les 99 structures professionnelles couvrant la fonction « Se nourrir », 25 producteurs locaux (soit ¼ des structures) sont répertoriés. Ce point essentiel permet d'aborder la question du **développement de nouvelles fonctions productives** dans les territoires urbains mais aussi et surtout ruraux, point détaillé plus bas.

Pour ce qui est des autres fonctions assurées, 1 structure pour se loger (Eco-sain Habitat), 3 structures pour se déplacer (des ateliers de réparation vélo), 1 structure pour se soigner (la Mutuelle du Pays de Vaine à Redon).

conseil imaginaire en développement durable

www.auxilia-conseil.com

89

La lecture par les besoins primaires

A l'échelle de Redon et de Rennes

A l'échelle des territoires de Redon



A l'échelle des territoires de Rennes



Dans les territoires, nous remarquons que la « chaîne des besoins » est cassée à Redon (pas de structure pour se déplacer et se loger) et à Rennes (pas de structure pour se soigner), ce qui est logique compte-tenu de la très faible couverture de ces besoins d'une façon générale. La fonction Se nourrir reste majoritaire. Remarque intéressante, cette fonction illustre parfaitement la complémentarité entre la ville et son territoire rural environnant. 45 structures sont localisées à Rennes, 34 dans son arrière-pays.

conseil imaginaire en développement durable

www.auxilia-conseil.com

90

La lecture par les besoins primaires

Éléments de comparaison avec l'Eusko

A l'inverse, 12 structures sont localisées à Redon contre 23 dans son arrière-pays. La MLC devient ici outil de promotion des connexions essentielles entre ville et campagne.

Et ailleurs, à l'échelle du territoire couvert par l'Eusko. Comme vu plus haut, l'Eusko a la spécificité d'avoir connu un développement et une implantation locale très rapides, notamment au regard du volume de structures professionnelles ayant rejoint le dispositif, soit plus de 600. Ce chiffre permet d'atteindre une proximité dans le service rendu accessible par le paiement en Eusko, mais aussi une grande diversité dans la palette des achats possibles. Cette diversité est intéressante aussi pour le particulier que pour l'entreprise, qui a une capacité plus importante à travailler avec un fournisseur qui accepte les paiements en Eusko.

L'Eusko est la monnaie française avec la plus grande diversité dans l'activité des structures adhérentes : 26 catégories et secteurs professionnels sont représentées et répertoriées dans l'annuaire de l'Eusko (voir ci-contre).

Sommaire - Aurkibidea (Index)

- 1 Alaiak kulturak / Loisirs culturels
- 2 Artisautza- Artzagitza / Artisanat-Métiers d'art
- 3 Auto, moto eta txirrindulari / Auto, moto et cycles
- 4 Baratzak-Lore-Abere / Jardin-Fleurs-Animaux
- 5 Edari, arto, adari biziak baratzak-ekizkizak / Distributeurs-Producteurs boissons, vins, spiritueux
- 6 Edertasuna eta ongizatasun / Beauté et bien-être
- 7 Elkarlana / Alimentation
- 8 Elkarlanak / Associations
- 9 Enpresa batzorde / Comité d'entreprises
- 10 Etxegintza-Kintzuleta-Altzariak / Bâtiment-Bricolage-Ameublement
- 11 Gertakari, ikusgarri eta bestak / Événements, spectacles, fêtes
- 12 Informazioa / Informatique
- 13 Irakaskuntza / Enseignement
- 14 Jantziak-Moda / Habillement-Mode
- 15 Kirolak / Loisirs sportifs
- 16 Komunikabide-Arteak / Médias-Edition
- 17 Laborari-ekizkizak / Paysans producteurs
- 18 Mantentze zerbitzuak / Services d'entretien
- 19 Opari-Ondritzak-Apoinak / Cadeaux-Souvenirs-Décor
- 20 Osasuna eta arak / Santé et soins
- 21 Ostatu-Sukaldeak-Hotak / Bars-Restaurant-Hôtels
- 22 Paperegi-Enpregrak / Papeterie-Rapportage
- 23 Profesional eta elkarlana zerbitzu eta hornigaiak / Services et fournitures pour les professionnels et les associations
- 24 Sortza-aiak / Loisirs créatifs
- 25 Telefonoa-Ekizkizak / Téléphonie-Electroménager
- 26 Turismo bulegak / Office de tourisme

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

91

La lecture par les besoins primaires

Éléments de comparaison avec l'Eusko



L'analyse des besoins primaires couverts par l'Eusko révèle des similitudes de déploiement avec le Galléco. Les fonctions « Se nourrir » et « Se cultiver » sont très fortement représentées.

La production locale (« paysans-producteurs ») est très largement représentée plus de 37% de l'offre « Se nourrir » (contre 25% pour le Galléco).

Autre pilier à ce développement, la fonction « Se cultiver » est également fortement citée, ce qui n'est pas surprenant compte-tenu du travail important de valorisation de l'identité basque, et de promotion de son patrimoine culturel.

L'analyse spécifique du « contenu » des autres fonctions, très peu représentées pour le Galléco, est intéressante car donne des pistes de travail en vue de développer l'implantation de la MLC localement en Ile-et-Vilaine.

Au regard de ce retour d'expériences, la fonction « se déplacer » reste manifestement la plus délicate à couvrir. 3 structures seulement acceptent l'Eusko : 2 ateliers de réparation vélo et 1 centre de contrôle technique auto. Cette dernière occurrence ouvre un champ intéressant de déploiement autour du vélo, de l'entretien automobile ou de l'offre de taxi, seuls secteurs visiblement pertinents tant que le paiement des services publics de transport en commun n'est pas développé.

conseil imaginaire en développement durable
www.auxilia-conseil.com

92

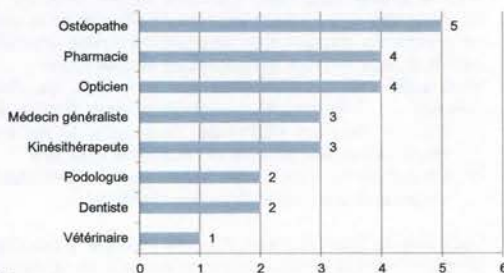
La lecture par les besoins primaires

Eléments de comparaison avec l'Eusko

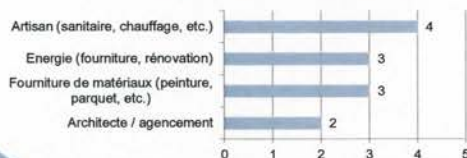
La diversité des secteurs acceptant l'Eusko pour la fonction « Se soigner » est plus étonnante et témoigne à ce titre d'une véritable acceptation de la MLC, dépassant des blocages (administratifs et financiers) insurmontables en apparence.

La même diversité est en vigueur pour la fonction « Se loger ». Parmi les structures recensées, nous pouvons comptabiliser des artisans, des distributeurs, des concepteurs...

Nombre de professionnels du secteur médical acceptant l'Eusko comme titre de paiement



Nombre de professionnels du secteur du bâtiment acceptant l'Eusko comme titre de paiement



conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

93

La lecture par les besoins primaires

Le Galléco, une monnaie des besoins fondamentaux

Parmi les autres spécificités de l'Eusko, nous comptons 1 comité d'entreprise qui adhère au dispositif (l'entreprise Sokoa, 900 salariés) et une offre de services aux entreprises intéressante dans la perspective d'un déploiement accru de la MLC en inter-entreprise: des fonctions de communication, de comptabilité-gestion-financement et de bureau d'études sont ainsi représentées.

Enfin, signalons que cette même entreprise, Sokoa, de fabrication de sièges de bureaux accepte désormais l'Eusko comme moyen de paiement. Ce capacité de déploiement de la MLC dans une entreprise de production de biens matériels et non des seuls services démontre qu'une réelle implantation et une mobilisation des acteurs économiques est possible.

Une spécificité du Galléco par rapport à l'Eusko ?

Comme évoqué, plus de 67% des structures identifiées à ce jour dans le réseau Galléco répondent aux 5 besoins primaires identifiés. Rapportées aux 600 structures adhérentes de l'Eusko, seules 48% d'entre elles répondent à ces 5 mêmes besoins.

Il s'agit là d'une spécificité intéressante à relever et démontre l'utilité du Galléco comme outil de développement local au service de la résilience des territoires et de ses habitants.

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

94

La lecture par les besoins primaires

Rôle d'animateur des circuits courts

Comme évoqué plus haut, l'absence de lien avec les collectivités locales et les élus locaux est dommageable quant à toute tentative de diffusion de la monnaie.

Ce constat est d'autant plus préjudiciable qu'une implication des collectivités locales est nécessaire dans tout projet visant à développer les circuits courts.

Nous avons démontré en effet que le « cœur de cible » de la MLC et du Galléco demeurait l'alimentation. Il revient par conséquent au projet Galléco de :

- 1) S'ancrer dans les actions des collectivités et des autres acteurs locaux en faveur des circuits courts et plus globalement de l'économie circulaire
- 2) Encourager les collectivités (notamment de taille plus modeste) à travailler sur ces questions en initiant ou animant une démarche collective

L'exemple du Stück est à ce titre très instructif. L'association envisage de recruter un ETP dédié au développement du réseau des professionnels. Le développement des circuits courts et notamment des producteurs agricoles, lui prendra 50 % de son temps.

Répondre aux besoins primaires

Une nouvelle lecture de l'utilité des MLC

Une nouvelle lecture de la valeur-ajoutée des MLC dans les territoires : ce qu'il faut retenir

1) Nous pensons qu'il faut assumer le fait que la MLC, et donc le Galléco, est avant tout un outil au service d'une nouvelle gouvernance alimentaire pour les territoires et ses habitants. Les chiffres montrent bien que l'essentiel des professionnels adhérents répondent à la fonction « Se nourrir ».

Il revient donc aux partenaires du projet d'insister sur cet état de fait en axant le développement de la MLC vers la valorisation de la production locale et des producteurs locaux, la promotion des circuits courts par une distribution optimisée localement (dans l'offre de bars-restaurants et commerces de bouches partenaires).

2) La fonction se cultiver (apprendre / se divertir) est à ce jour le deuxième pilier de développement de la MLC. Cette direction prise « tacitement » par le projet, au gré des adhésions, est loin d'être anodin, et doit également être revalorisée au regard de la finalité hédonique qui doit davantage être mise en avant dans tout projet de transition. L'aspect « plaisir » (autrement dit se faire plaisir) est souvent négligé dans ce type de projet. Hors la conduite du changement auprès des individus ne peut faire l'impasse de cette finalité première.

Cette fonction « se cultiver » est à raccrocher avec les réussites de l'Eusko et la promotion de la culture basque en la matière. Le Galléco n'a axé à ce jour que trop peu ses réflexions autour de l'importance de l'identité gallo et surtout de la culture bretonne.

3) L'analyse des fonctions primaires permet de décrypter le rôle réel joué par la MLC au service du développement économique endogène des territoires et de leur capacité à offrir localement des biens et services à la population, à fortes retombées pour le territoire. De fait, cette analyse permet d'identifier les secteurs sur lesquels jouer pour conforter ce rôle.

Répondre aux besoins primaires

Une nouvelle lecture de l'utilité des MLC



4) L'exemple de l'Eusko montre qu'il n'est pas impossible de couvrir l'ensemble de la chaîne des besoins primaires à l'échelle d'un territoire. De fait, la MLC a un rôle à jouer dans le soutien à l'émergence de nouvelles fonctions productives des territoires, de services, mais aussi de biens. Ces nouvelles fonctions émergent dans un contexte de transition rendant possible une forme de relocalisation de l'activité économique locale en lien avec les impératifs de transition énergétique et écologique : associer la MLC à l'objectif de développement de l'économie circulaire locale est ici un enjeu majeur (une piste de réflexion pourrait être d'ailleurs, dans le cadre d'échanges BtoB, le paiement en MLC de biens et services en monnaie locale entre entreprises répondant à un enjeu d'économie circulaire et d'écologie industrielle).

Ces évolutions s'accompagnent de l'apparition de nouveaux modèles économiques et de financement, tant dans la gouvernance et le portage (l'essor des coopératives) que dans le financement de leurs activités, dont les MLC doivent s'enrichir et qu'elles peuvent contribuer à soutenir à leur manière.

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

97

Répondre aux besoins primaires

Une nouvelle lecture de l'utilité des MLC

Conforter l'émergence d'un nouveau modèle économique, pérenne (c'est-à-dire non dépendant d'un financement public), visant à l'optimisation des retombées locales, est par conséquent un objectif indirect (mais formulé) de toute MLC.

L'Eusko grâce à la mobilisation de l'entreprise Sokoa déjà citée illustre cette évolution (voir ci-contre) : la MLC profite de ces nouveaux modèles économiques comme elle contribue à les soutenir.

L'exemple de Sokoa sans s'inscrire nécessairement dans l'écosystème ESS montre le corolaire entre une capacité d'innovation dans le portage économique d'une entreprise ainsi que sa gouvernance, et l'ancrage dans un bassin d'emplois, une identité locale et un sentiment de « responsabilité locale » associé.

Ces deux leviers d'action participent à un développement fort de la structure, pourtant dans un contexte économique morose.

5) Nouvelles capacités productives des territoires... nouveaux modèles économiques... Les MLC mettent également en lumière une autre synergie évidente : celle de la ville-centre et des territoires environnants. La fonction alimentaire du Galléco, les proportions d'adhésions à Rennes, Redon et leurs territoires environnants, montrent la réelle complémentarité entre l'urbain et le rural, souligné par la MLC qui est ici plus que jamais un outil au service des solidarités territoriales.

Exemple de la responsabilité locale de l'entreprise Sokoa, 900 salariés, leader français de la fabrication de sièges de bureaux.

SOKOA a été créée en 1971 à partir d'un projet de développement visant à contribuer à la création d'emplois en Pays Basque en s'appuyant sur l'épargne populaire.

Si l'entreprise Sokoa est une Société Anonyme, elle n'en possède pas moins une singularité : elle est articulée autour d'un système d'actionnariat assez complexe, mais plutôt sécuritaire, puisqu'il n'y a pas de cotation en bourse. Il permet à ses salariés d'être tous actionnaires, de façon mécanique et par le biais d'un intéressement égalitaire. Au total, les employés possèdent 35 % des parts et 50% des bénéfices leur sont réservés.

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

98

Répondre aux besoins primaires

Une nouvelle lecture de l'utilité des MLC

- 6) Cette solidarité territoriale se double d'un apport décisif envers les populations directement fragilisées (cf l'expérimentation du Sol Violette en faveur de la Maison des Chômeurs) : la MLC a une capacité d'action, autant pédagogique qu'incitative, pour permettre l'accès de populations en difficulté aussi bien à une alimentation saine qu'à de nouveaux services.
- 7) L'intérêt de la MLC réside dans sa capacité à soutenir le développement des circuits courts, alimentaires comme nous l'avons vu (le Stück recrute un chef de projet alimentation) mais pas seulement : circuits-courts financiers et plus globalement sur le champ de la transition écologique. Il est frappant en effet de constater que les MLC se développent de plus en plus sur des territoires qui mettent au cœur de leur projet la transition écologique (ex Bristol et le réseau des villes en transition).
- 8) Au final, la MLC doit ainsi être considérée comme un levier bénéfique au soutien à la (re)vitalisation des territoires vulnérables particulièrement exposés aux mutations actuelles et directement fragilisés par le mouvement structurel en faveur d'une hyper-métropolisation, à savoir les quartiers populaires urbains mais aussi les territoires peu denses et leurs populations.
La résilience d'un territoire passe dans sa capacité à structurer son offre socio-économique qui pour répondre à ces 5 besoins primaires : comme nous l'avons vu, la MLC permet de mettre en lumière / conforter la réponse à ces besoins. Comme vu plus haut, l'utilité spécifiquement du Galléco est incontestable (67% des structures professionnelles adhérentes répondent à ces 5 besoins fondamentaux). Il s'agit donc bel et bien d'un outil de développement local au service de la résilience des territoires et de ses habitants et des solidarités territoriales : le Galléco doit avoir pour objectif de défendre tout autant le producteur local, les circuits courts, le commerce de proximité, l'innovation sociale (par la création d'une nouvelle offre de services publics) et l'identité locale.

conseil imaginaire en développement durable 99
www.audilia-conseil.com

La MLC, un outil d'innovation sociale

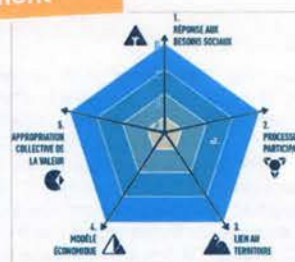
Répondre au projet stratégique du Département

Cet outil de développement local au service des solidarités territoriales, des publics fragilisés comme des territoires en déprise, est une spécificité de la MLC et du potentiel du Galléco comme levier d'expérimentation et d'innovation sociale.

L'innovation sociale se caractérise en effet par :

- une réponse aux besoins sociaux (nous avons fait la démonstration que le Galléco était à la croisée des 5 besoins primaires identifiés)
- un processus participatif (le collectif citoyen favorise cette participation)
- une appropriation collective de la valeur (l'adhésion à un projet est autant nécessaire qu'à une vision des rapports engageants entre le citoyen et son territoire)
- un modèle économique (nous avons montré que la MLC révélait autant qu'elle devait s'inspirer de ses nouveaux modèles économiques)
- un lien fort avec le territoire

Projet inspirant en faveur de l'innovation sociale, nous préconisons que le Galléco puisse « infuser » dans les différentes directions et politiques publiques du Département afin d'essaimer de nouveaux projets.



Référentiel pour questionner et apprécier les atouts d'un projet en termes d'innovation sociale
CRESS PACA
<http://www.cresspaca.org/evaluer-votre-innovation-sociale-un-outil-a-disposition-actu-1028.html>

conseil imaginaire en développement durable 100
www.audilia-conseil.com

La MLC, un outil d'innovation sociale

Répondre au projet stratégique du Département

Cette capacité d'inspiration est d'autant plus forte que le Galléco peut contribuer directement ou indirectement à un certain nombre d'objectifs du Département fléchés dans le cadre de son futur Projet de mandature (en cours de finalisation en mai 2016).

UN DEPARTEMENT QUI PORTE LES SOLIDARITES HUMAINES TOUT AU LONG DE LA VIE

- **Protéger les populations les plus vulnérables [Insertion]**

- **Mettre le retour à l'emploi au cœur de l'accompagnement [Insertion]**

Le Galléco peut concourir à ces deux objectifs fondamentaux en expérimentant des actions de soutien visant les publics en difficulté l'accès aux services des publics en difficulté comme leur réinsertion (cf les initiatives en faveur des Maisons de Chômeurs). A l'instar du secteur de Pipriac avec l'expérimentation "Zéro chômeur", des expérimentations peuvent aisément être menées pour associer actions sociales et développement solidaire des territoires

- **Favoriser et conforter la vie à domicile des personnes âgées et personnes en situation de handicap [PA/PH]** : un certain nombre de réflexions sont menées, comme le projet MOTSI (Monnaie Temps de Solidarité Intergénérationnelle). A l'initiative du sénateur Jean Desessard, un amendement au projet de loi sur le vieillissement a été adopté. Il aboutira à un rapport rédigé par le Gouvernement sur la faisabilité d'une monnaie dédiée ou instrument d'échange pour développer des services de la vie courante pour les personnes âgées.

UN DEPARTEMENT QUI PORTE LES SOLIDARITES TERRITORIALES POUR LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE ET DURABLE DE L'ILLE-ET-VILAINE

- **Faire de nos politiques d'aménagement les leviers du développement équilibré et solidaire de l'Ille-et-Vilaine [Equilibre territorial]**. A travers les contrats départementaux de territoires, les politiques publiques du Département et son soutien aux EPCI et communes, le Département dispose d'une palette d'actions pour faire intervenir la valeur-ajoutée du Galléco.

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

101

La MLC, un outil d'innovation sociale

Répondre au projet stratégique du Département

Les leviers d'actions les plus évidents sont :

- l'élaboration de schémas d'accessibilité des services au public,
- le dispositif « bouclier rural » pour faciliter l'accès aux services pour les habitants des territoires fragiles
- l'action du Département dans les quartiers populaires (politique de la ville)
- le soutien aux activités et services de proximité (revitalisation des cœurs de bourg)
- la mobilisation des ressources de l'économie sociale et solidaire au service du développement local

- **Promouvoir le développement durable du territoire et agir pour la protection de l'environnement [DVT/ENV]**. L'objectif visant à encourager les expérimentations qui favorisent les circuits courts est en lien étroit avec le développement du Galléco

UN DEPARTEMENT QUI PREPARE L'AVENIR ET AGIT POUR LA QUALITE DE VIE DE TOUS

- **Démocratiser l'accès à la culture et encourager l'éducation artistique [CULTURE/ SPORT/ LOISIRS]** la culture a un poids particulier dans le développement des MLC et peut à ce titre contribuer à encourager de façon concomitante l'accès à la culture dans les territoires peu denses tout en y associant des publics éloignés.

D'une façon très simple, le Galléco peut être utilisé / expérimenté directement ou indirectement dans 6 objectifs prioritaires du Département. Plus spécifiquement, il paraît évident que l'objectif pour lequel le Galléco aura une valeur-ajoutée plus impactante de prime abord est « **Faire de nos politiques d'aménagement les leviers du développement équilibré et solidaire de l'Ille-et-Vilaine** ».

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

102

6

Des enjeux
pour demain

DEMAIN

UN FILM DE
CYRIL RION & MÉLANIE LAURENT

Synthèse des points forts et faibles

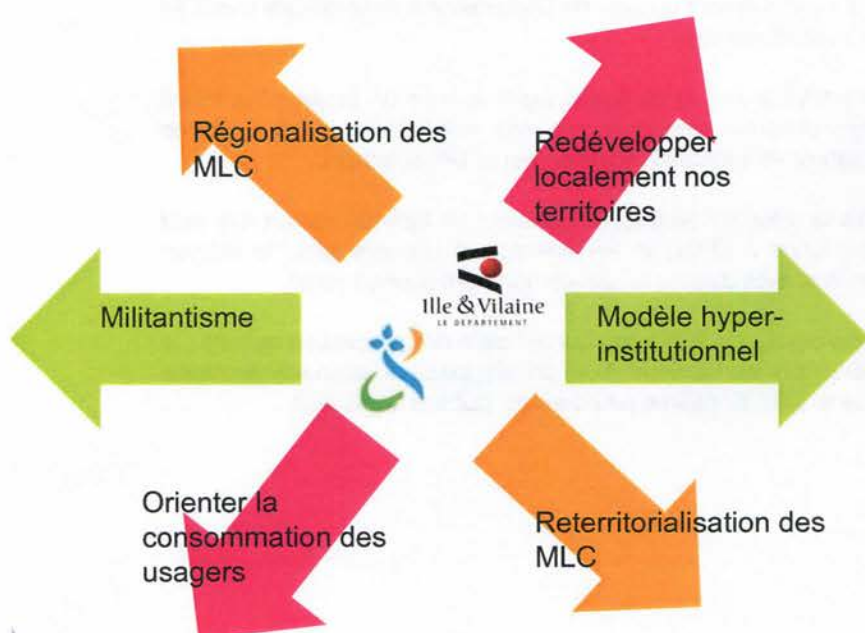
En termes de diffusion

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Une implication ambitieuse du Département conduisant à une expérimentation inédite • Une diffusion pertinente en valeur relative du Galléco à Redon (rapportée aux nombres d'hab. couverts) • Un effectif du nombre d'adhérents en progression constante (50/mois) • Une capacité à séduire de nouveaux adhérents professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Une diffusion trop confidentielle à Rennes • Une démarche quasi-abandonnée à Fougères • Un risque d'essoufflement (notamment des professionnels) • Un taux de sortie du réseau des professionnels très important (difficulté de consolider) • De forts retours en banque des professionnels qui témoignent d'une trop faible capacité des échanges inter-entreprises
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • L'effet Demain dans les adhésions, traduisant une véritable demande des citoyens (et une évolution de nos sociétés?) • Une dynamique structurelle en faveur des MLC, un nombre de projets importants en région Bretagne (population couverte = 1,3 millions d'habitants), des initiatives pour s'inspirer (mutualiser ?) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le besoin d'exploiter les fichiers d'adhérents (âge, CSP, domicile, relais possibles de diffusion) pour mieux comprendre l'usage fait de la monnaie • Un Galléco, utilisée par une population militante (CSP+), qui ne séduit pas les classes populaires (sauf à Redon ?).

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Un fonds de réserve utilisé au service d'investissements locaux par le Crédit coopératif (mais absence de visibilité) • Une réelle valeur ajoutée du Galléco au nom de la réponse aux besoins fondamentaux des territoires et des habitants • Le rôle en faveur des circuits courts : des synergies évidentes ville ↔ campagne // • le Galléco comme outil d'innovation sociale => soutien à l'émergence de nouvelles fonctions productives des territoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Une faible implication des acteurs-relais (un secteur de l'ESS à développer, des représentants professionnels non mobilisés, des collectivités hors Département absentes du projet, des acteurs bancaires en recul hors Crédit Coopératif...) • Une gouvernance de l'association en question • Un nombre de bénévoles actifs en volume horaire inférieurs à d'autres MLC
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Des « territoires d'expérimentation » diversifiés propices à des partenariats existents : FrenchTech Rennes, Territoire Zéro Chômeur... • Une demande d'autorisation de paiement de services publics, « serpent de mer » pour les acteurs en présence, à reconstruire avec les communes (services en régie) • Numérique : l'enjeu d'une meilleure acceptation • La Loi NoTRE comme opportunité pour redéfinir le rôle et le positionnement du Département (La réponse au projet stratégique départemental) 	<ul style="list-style-type: none"> • Des objectifs à professionnaliser pour garantir une réelle diffusion • La question de la délivrance des agréments (à développer selon le principe d'amélioration continue) • Une diversité des sources de financement à engager, un trop faible autofinancement (10%) à ce jour

Les choix qui se posent au Galléco...

... et au Département



Parmi les débats qui se posent au Galléco et au Département :

-Quelle finalité défendre en priorité ? Orientation éthique de la consommation ou développement socio-économique endogène. ?Bien que ces finalités ne soient pas irréconciliables, elles ne portent pas la même vision

- La place du Département est tiraillé en apparence entre un mouvement légitime de régionalisation des MLC bretonnes et un nécessaire ancrage dans les communes et EPCI

- Les modèles hyper-militant et hyper-institutionnel sont deux impasses qui ne permettent pas une diffusion / appropriation de la MLC par ses usagers

Le rôle du Département dans le projet

Au-delà des valeurs défendues et de l'estime très positive accordée au projet,

OUI

Le Galléco a une véritable valeur-ajoutée socio-économique au service des territoires et des habitants (=outil d'innovation sociale de réponse aux besoins fondamentaux et de résilience des territoires et habitants fragilisés)

A ce titre, le Département doit continuer à croire à ce projet et le soutenir.

MAIS

Le modèle de développement de la structure doit évoluer
Le soutien du Département dans le projet doit évoluer

CAR

Le Département a pour objectif la défense des solidarités humaines et territoriales, dans une optique évidente de diffusion et d'appropriation

Le modèle de développement de la structure actuel ne permet pas cette large diffusion et cette appropriation

La Loi NoTRE oblige nécessairement le Département à revoir son positionnement.

Le rôle du Département dans le projet

Notre vision

Un projet qui a été « trop » incarné politiquement au sein du Département et se double d'une fin de cycle avec un risque évident d'essoufflement).

Un modèle militant qui s'accepte parfaitement et de façon légitime pour un projet bénévole // une ambition de diffusion et de solidarité territoriale qui doit impérativement être portée professionnellement, **sans pour autant** être institutionnalisée par le Département

Un projet qui doit accepter à la fois la reterritorialisation nécessaire du Galléco par un rôle actif des collectivités territoriales (communes / EPCI) et les contacts à prendre avec la Région Bretagne (mutualisation des monnaies, aide directe au développement économique).

Un Département qui trouve sa place dans une 3^{ème} voie, qui est celle de l'innovation sociale : le Galléco comme outil d'expérimentation au service d'un développement solidaire territorial (quartiers populaires et politique de la ville, territoires peu denses, publics fragilisés).

Phase prochaine (2)

Prochain comité de pilotage = 11/07

Vers nos préconisations

Formulation des préconisations : gouvernance, rôle du Département, etc.

Exploration du questionnaire de satisfaction

Investigations complémentaires proposées (sur la base du temps vendu / réponse à appel d'offre)

-Entretien stratégique avec le **Président du Département** pour appuyer l'engagement du Département [Frédéric Vasse et/ou Jean-Philippe Magnen]

-Entretien stratégique avec **Eusko et Sonantes** (Jean-François Pilet, directeur du CM de Nantes) pour envisager des perspectives opérationnelles de mutualisation [numérique, inter-entreprise] [Jean-Philippe Magnen]

- Entretien stratégique avec la **Région Bretagne** [Anne PATAULT, conseillère régionale en charge de l'innovation] pour qualifier le soutien de la Région

- Entretien avec **Rennes Métropole** [Mathieu THEURIER, conseiller en charge de l'ESS à Rennes métropole] et la **Ville de Redon** [Pascal DUCHENE, maire de Redon] pour calibrer l'action des collectivités territoriales

conseil imaginatif en développement durable
www.auxilia-conseil.com

109

{auxilia} MERCI

DE VOTRE ATTENTION



Christian CHATARD
Chef de projet - Agence de Nantes Grand-Ouest

06 32 91 65 36
Les Ecossolies 8 rue Saint-Domingue 44000
NANTES
christian.chatard@auxilia-conseil.com
www.auxilia-conseil.com



conseil imaginatif en développement durable

Auxilia fait partie de La Manufacture Durable Pôle de conseil et de service
en développement durable de l'Europe 625

LA MANUFACTURE DURABLE